

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE OUVERTE
CAMPUS DE GOMA
B.P. 641 GOMA

DEPARTEMENT DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE



**LA DIMENSION GENRE ET SON IMPACT DANS LE DEVELOPPEMENT
SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE URBAINE ET RURALE EN
PROVINCE DU NORD-KIVU**
Cas de la Ville de Goma et son hinterland de 1995 à 2007

Par **Albert UMBI LUNULA**

Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention
du Grade de Licencié en Développement
Communautaire
Option : **Gestion et Administration des projets**

Directeur : **Chef de Travaux Patience MUDERWA
KAHUYEGE**

Encadreur : **Assistant 2 René BITANGI MUKOMBE**

Année académique 2006-2007

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE OUVERTE
CAMPUS DE GOMA
B.P. 641 GOMA
DEPARTEMENT DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE



**LA CONTRIBUTION DES REFUGIES AU DEVELOPPEMENT DE LEUR
PAYS D'ORIGINE APRES LEUR RETOUR :**
Cas des Rapatriés de Kitchanga – Kahe (2000-2007)

Par **Innocent NZITATIRA**

Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention
du Grade de Licencié en Développement
Communautaire
Option : **Gestion et Administration des projets**

Directeur : **Professeur Benjamin MULAMBA MBUYI wa KADIMA**
Encadreur : **Assistant 2 Venant MITENGEZO RUKARA**

Année académique 2006 - 2007

EPIGRAPHE

« Aborder le développement sous l'angle du genre, c'est admettre que les rapports sociaux de sexe sont déterminants dans tout processus social et donc dans le développement de toute société ».

Elisabeth HOFMANN

Cet argument fait allusion à la nécessité des relations sociales favorables au développement, devant être vécues par les personnes de sexe masculin et celles de sexe féminin, dans chaque communauté au monde.

DEDICACE

- A mes enfants, Olenga Fatuma et Emmanuel Umbi Luneno ;
- A mes frères et sœur, Tshupa Lunula, Emungu Lunula et Marie Olenga Fatuma ;
- A la famille Bwira Shemusimiwa ;
- A yaya Marie et yaya Geneviève ;
- A tous ceux qui travaillent avec les pauvres en milieu urbain et rural dans la recherche des voies et moyens pour le bien être de tous.

REMERCIEMENTS

Ce travail ayant connu la participation de plusieurs personnes, nous rendons ici hommage à tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à sa réalisation.

D'emblée nous rendons grâce au Très Haut, l'Eternel, notre Dieu pour tous Ses bienfaits et Ses bénédictions qui font de nous ce que nous sommes aujourd'hui.

Nos remerciements s'adressent ensuite, respectivement au Chef de travaux Patience MUDERWA KAHUYEGE et à l'Assistant de deuxième mandat René BITANGI MUKOMBE pour avoir accepté volontiers de diriger et d'encadrer ce travail nonobstant leurs multiples occupations. Leurs remarques et conseils nous ont été d'une importance capitale. La documentation qu'ils nous ont recommandée et mise à notre disposition nous a été d'une grande utilité.

Nous remercions également le Chef de Travaux POLO FUETA pour ses conseils notamment, en ce qui concerne la détermination de l'échantillon au sein de la population qui a fait l'objet de l'étude.

Du fond de notre cœur, nous exprimons notre gratitude au Doyen de l'Université Ouverte, Campus de GOMA, au Comité de gestion et à l'ensemble du corps scientifique et académique pour la formation dont nous sommes bénéficiaire sous leur houlette.

Nous ne pouvons laisser passer sous silence, les actes de générosité dont nous sommes l'objet de la part de la famille BWIRA SHEMUSIMIWA ainsi que le soutien moral et matériel que nous avons reçu de la part du personnel du Projet de Développement Communautaire de Bukumu.

Enfin, nous remercions toutes les autres personnes qui ont apporté leurs contributions à la réalisation de ce travail et dont les noms n'ont pas été cités. Qu'elles sachent que le silence n'est pas synonyme d'oubli.

Albert UMBI LUNULA

SIGLES ET ABREVIATIONS

1. BEED : Bureau d'Etudes et d'Expertises pour le Développement
2. DDC : Direction du Développement et de la Coopération (Agence de Coopération du Gouvernement Suisse)
3. CAD : Comité d'Aide au Développement
4. CBCA : Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique
5. CBK : Communauté Baptiste au Kivu
6. CEI : Commission Electorale Indépendante
7. CEPAS : Centre d'Etudes pour l'Action Sociale
8. CIEDEL : Centre International d'Etudes pour le Développement Local
9. CIDEP : Centre Interdisciplinaire pour le Développement et l'Education Permanente
10. CRONGD/N-K : Conseil Régional des Organisations non Gouvernementales de Développement du Nord-Kivu
11. DECO : Développement Communautaire
12. ECC/PAESCDI : Eglise du Christ au Congo/Projet d'Appui aux Enfants Congolais en Situation particulièrement Difficile
13. EPSP : Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
14. FIDA : Fonds International de Développement Agricole
15. G1 : première année de graduat
16. G2 :deuxième année de graduat
17. IRA M : Institut de Recherches et d'Application des Méthodes de Développement
18. ISIG : Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion
19. L1 : 1^{ère} année de licence
20. MICS2 : Multiple Indicator Cluster Survey (2001) ou Enquête par grappes à indicateurs multiples (2001)
21. NRC : Norwegian Refugies Commette
22. OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
23. ONGD : Organisation non Gouvernementale de Développement
24. ONU : Organisation des Nations Unies
25. PAM : Programme Alimentaire Mondial
26. PASER : Projets d'Actions Stratégiques de l'Etat en Région
27. PDC-Bukumu : Programme de Développement Communautaire de Bukumu
28. PEDAK : Programme d'Education et de formation de base des jeunes et des Adultes au Kivu
29. RDC : République Démocratique du Congo
30. RTNC : Radio Télévision Nationale Congolaise
31. TFC : Travail de Fin de Cycle
32. UCG : Université Catholique de Graben
33. UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
34. UNIGOM : Université de Goma
35. UO : Université Ouverte
36. USAID : United States Agency for International Development (Agence de Coopération du Gouvernement Américain)

RESUME

En menant cette étude, nous nous sommes fixé comme objectifs d'analyser la dimension genre et d'évaluer son impact dans la Ville de Goma et ses environs après plus d'une décennie d'animation du genre comme activité transversale. Pour cela, un échantillon de 400 personnes a été tiré et réparti à part égale pour la Ville de Goma et sa banlieue, la Collectivité chefferie de Bukumu, située au Nord de la ville.

Pour collecter les données, nous avons utilisé un guide d'entretien avec les responsables et animatrices du genre dans les organisations de développement. Aussi, nous avons soumis un questionnaire aux hommes et aux femmes ayant bénéficié de séances d'animation, de vulgarisation et des formations concernant le genre et développement.

Après dépouillement, analyse et traitement des données ; les résultats obtenus des différents thèmes montrent que le travail d'animation sur le genre et développement réalisé par de nombreuses structures dont les ONGD est porteur de quelques changements positifs mais plus dans la Ville de Goma que dans les villages situés autour d'elle.

Parmi les éléments qui font état de quelques avancées dans les relations entre les personnes de sexe masculin et celles de sexe féminin, il y a lieu de noter :

- la perception du genre comme une manière de lutter contre les inégalités entre l'homme et la femme tel qu'il a été déclaré par 53% d'enquêtés à Goma ;
- la participation relative des hommes dans la réalisation de quelques tâches domestiques selon 43% d'enquêtés dans la ville Goma et 12% dans les villages périphériques ;
- la scolarisation sans discrimination des filles et des garçons estimée respectivement par nos enquêtés à l'ordre de 92,5% à Goma et 73% dans les villages périphériques ;
- la reconnaissance de l'apport capital du travail de la femme dans l'économie des ménages par 74% de nos enquêtés dans les villages situés autour de Goma et 57% d'enquêtés dans la Ville de Goma ;
- le fait pour les femmes d'exercer certains métiers jadis réservés aux hommes tels que la menuiserie, la maçonnerie, chauffeur, vendeur de carburant, mécanicien automobile, peintre, agent de l'ordre (policier, gardien), militaire et vulgarisateur agricole ;

VIII

- la gestion et le contrôle communautaire des biens dans les ménages par l'homme et la femme estimés à 61,5% dans les villages et 58,5% à Goma.

Aussi, en marge de ces quelques aspects positifs, il a été constaté que les changements souhaités sont encore loin d'être atteints dans plusieurs domaines. C'est le cas de :

- l'analphabétisme chez les adultes estimé à 21% sur l'ensemble de notre échantillon et particulièrement chez la femme en milieu rural ;
- la divergence dans la compréhension du concept genre : alors qu'à Goma ce concept est compris comme une revendication de l'égalité des droits entre l'homme et la femme par 53% d'enquêtés, dans les villages, il est considéré comme une action qui vise une gestion harmonieuse du foyer ;
- le poids de la réalisation des tâches domestiques repose principalement sur la femme. L'homme n'intervient que quelques fois tel qu'il a été exprimé par 43% d'enquêtés à Goma et 12% dans les villages périphériques de cette ville ;
- le reniement du droit de propriété des facteurs de production à la femme mariée selon l'opinion de 72,5% d'enquêtés en milieu rural et 12% d'enquêtés en milieu urbain ;
- la faible présence de la femme dans les organes dirigeants des structures de cohésion sociale telle que révélée par la totalité de nos enquêtés (100%). Il en est presque ainsi de la présence de la femme dans les organisations et institutions politiques selon 97,5% de nos enquêtés à Goma et 96% de nos enquêtés dans les villages.

Enfin, compte tenu de ces résultats, nous avons proposé un programme de renforcement des capacités des acteurs de développement en matière de genre, dans la Ville de Goma et ses environs. Ce programme est orienté dans les domaines de planification et de l'éducation. Il s'agit de :

- la formation de membres des organes dirigeants des structures de développement en matière de genre ;
- la formation des agents de développement en matière de genre ;
- la formation des bénéficiaires des projets sur le genre ;
- le lobbying et le plaidoyer contre la discrimination liée au sexe ;
- la lutte contre les pratiques, traditions et coutumes non favorables au développement ;
- l'implantation d'un Centre d'Appui en matière de genre et développement ;
- l'éducation en matière de genre à l'école ;
- l'éducation en matière de genre en famille et dans la communauté.

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. ETAT DE LA QUESTION

La question du « genre » fait l'objet d'une littérature et des études abondantes de par le monde. A en croire Emmanuelle Le Nouvel, le concept de genre est en partie le fruit de la 2^{ème} vague du féminisme qui a marqué les sociétés occidentales à partir de la fin des années 1960. Il visait à contester la notion de « condition féminine » dominante à cette époque dans les sciences sociales qui appréhendaient essentiellement le rôle de la femme dans la famille. C'est alors que le concept genre a été utilisé pour la mise en évidence des « rapports sociaux de sexe » au sein de la société¹.

Tout est parti de travaux qui s'appuyèrent sur une dimension comparative pour contester la théorie « socio - biologique » de la fixité des « rôles » de genre. C'est dans ce contexte que figurent parmi les premiers ouvrages sur le genre, celui de l'anthropologue Danoise Esther Boserup, publiée en 1970, *Women's role in Economic Développement*. Elle y dénonce la marginalisation des femmes du fait de « l'androcentrisme » des interventions occidentales au Sud, dans des sociétés où la tradition voyait souvent hommes et femmes participer également à la vie économique et sociale.

En cette première décennie du 21^{ème} siècle, parmi les nombreux auteurs qui s'intéressent aux concepts genre et développement figurent Jeanne Bissiliat et Christine Verschuur, deux anthropologues qui ont publié une série de six ouvrages dans la collection cahiers genre et développement. Ces ouvrages qui sont l'objet de référence pour les étudiants et autres chercheurs en matière de genre et développement, traitent de différents thèmes. Il s'agit de : l'origine du concept genre, son évolution et sa problématique, le genre vue sous l'angle de la mondialisation et de la pauvreté, du pouvoir et de la justice sociale, de la nouvelle division internationale du travail et migrations et enfin des mouvements populaires urbains et environnement².

Dans la Province du Nord-Kivu, en RDC, il y a également des étudiants qui ont focalisé leurs travaux de Mémoire et de fin de cycle sur les concepts genre et développement. Parmi eux, nous citons celui de Kavira Kabuo Gogo, qui affirme dans une étude menée au Nord-Kivu, que seuls 27,3% de personnes

¹ Emmanuelle Le Nouvel, « Femmes, genre, rapport de sexe ... derrière l'évolution des mots, un débat éthique » in *Economie et Humanisme*, Revue trimestrielle, numéro 378, octobre 2006, page 17

² [http : www.genre-dev.org](http://www.genre-dev.org) , Ouvrages parus sous la direction de BISSILIAT J. et VERSCHUUR C.,

notamment des jeunes considèrent que les relations hommes – femmes doivent non seulement se fonder sur les bases coutumières mais également tenir compte des réalités du moment et des intérêts de tous³.

Dans son étude, Essai d'analyse de la participation de la femme au développement socioéconomique de la ville de Goma, Kule Masika M, montre que les effectifs des femmes sont inférieurs à ceux des hommes dans l'administration publique et autres services de l'Etat. Elle préconise leur implication⁴. Ce constat est également confirmé par l'étude menée par Musafiri Raeli R, selon laquelle au sein des services de la Fonction Publique dans la Ville de Goma, le personnel est composé de 80,4% d'hommes et 19,6% de femmes⁵.

Selon Kavusa, M. dans son travail sur le « genre dans la division du travail et son impact sur le développement socioéconomique, l'exemple du petit commerce dans la Ville de Butembo, il existe dans la Province du Nord-Kivu, une discrimination des tâches selon les sexes. Cette discrimination a un impact très négatif sur le développement de la Province⁶.

De toutes ces études, il n'y a que celle qui vient d'être citée en dernier lieu, qui traite de l'impact du genre dans le développement socioéconomique dans une ville. De notre part nous avons mené une étude sur la dimension genre et dégagé son impact sur le développement socio-économique en milieu rural et en milieu urbain. Telle est l'orientation de cette recherche qui est tout à fait différente de celle menée par les chercheurs ci-haut cités.

³ Kavira Kabuo Gogo, Le genre dans l'enseignement / apprentissage des sciences sociales au sein des centres d'éducation non formelle du PEDAK en RD Congo, Mémoire de Maîtrise, Université d'Ouagadougou, Burkina Faso, août 2006, p. 55.

⁴ Kule Masika M, Essai d'analyse de la participation de la femme au développement socio-économique de la ville de Goma, TFC, inédit, CIDEP – Goma, 2001 – 2002, p. 20.

⁵ Musafiri Raeli R, Problématique de l'implication de l'approche genre et développement dans la Fonction Publique : Cas de la ville de Goma, TFC, inédit, ISIG / Goma, 2002 – 2003, p. 44.

⁶ Kavusa M, le genre dans la division du travail et son impact sur le développement socio-économique, l'exemple du petit commerce en ville de Butembo, TFC, inédit, UCG / Butembo, 2004, p. 32.

0.2. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

Dans chaque société, les statuts et les rôles assignés aux hommes et aux femmes sont déterminants pour leur participation au développement de leur communauté. Aussi, de nombreux auteurs et certaines structures comme la DDC notent que les inégalités constatées dans les relations hommes - femmes ne cessent de s'accroître, faisant de la discrimination entre les sexes, la forme d'exclusion la plus répandue. L'inégalité en terme de rapports de pouvoir ou de participation à la prise de décision est l'une des causes structurelles de l'instabilité politique et sociale qui engendrent la pauvreté⁷.

Selon Esther Boserup, cité par Emmanuelle Le Nouvel, la « modernisation » imposée par les colons puis par les programmes de coopération passe essentiellement par les hommes, du fait notamment des préjugés occidentaux concernant le rôle économique des femmes perçu comme réduit à la « sphère domestique ». Ainsi, la diffusion des intrants dans l'agriculture, la privatisation des terres, l'accès aux marchés, à la monnaie, à l'éducation et aux emplois publics profitent essentiellement aux hommes, aboutissant à une dégradation de la position sociale des femmes, se traduisant par un « manque à gagner » en matière de développement⁸.

A la suite de ce plaidoyer porté par des « lobbies », le congrès Américain vote en 1973 le Percy Amendment, faisant obligation à tous les projets de développement de l'USAID d'intégrer les femmes. C'est le début des approches « women in development » (femmes dans le développement) et « women and development » qui signifie (femmes et développement). Ces termes signifiaient une stratégie d'intégration des femmes au développement, dans laquelle tous les Etats devaient jouer un rôle important.

Il s'en est suivi la critique de cette stratégie qui se limitait à l'implication de la femme au développement, alors que beaucoup de penseurs voyaient le problème en terme de répartition d'allocation inadéquate entre les hommes et les femmes. Cette critique a ouvert la voie à la recherche de nouveaux concepts méthodologiques permettant de fonder une nouvelle réflexion.

C'est ainsi qu'au cours des années 1970, les féministes anglo-saxons commencèrent à utiliser le terme genre. Tel est le cas de Ann Oakley qui a publié un livre intitulé *Gender and Society*. Le

⁷ DDC, *Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. Une clef pour réduire la pauvreté*, Berne 2003, p. 1

⁸ Emmanuelle Le Nouvel, Op Cit, p. 17

concept genre et développement est apparu alors comme le résultat de l'amélioration de l'approche femme et développement. Elle est centrée sur les relations entre l'homme et la femme perçues comme n'étant pas sur un même pied d'égalité. Le terme genre, émana ainsi de la prise de conscience croissante des inégalités dues aux structures institutionnelles, avec pour objectif, améliorer les conditions de vie des hommes et des femmes.

A la Conférence Internationale des Femmes tenue à Pékin, en 1995, sera rendue officielle l'adoption de l'approche « genre et développement ». Après cette conférence, les institutions internationales, les organisations gouvernementales et non gouvernementales ont élaboré des stratégies pour mieux tenir compte de la dimension genre dans les projets de développement⁹.

C'est dans ce cadre que le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, va rédiger les lignes directrices pour l'égalité homme – femme et le renforcement du pouvoir des femmes dans le cadre de la coopération au développement. Dans ce document, l'OCDE considère que « la priorité accordée à l'égalité homme – femme et au renforcement des pouvoirs des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement est aussi un moyen d'accroître l'efficacité de l'aide. La question de l'égalité homme – femme doit être prise en considération non seulement dans les projets bilatéraux, mais aussi dans l'ensemble des activités et moyens de la coopération¹⁰.

De nos jours, la dimension genre est ancrée dans le discours des ONGD et d'autres institutions nationales ou internationales de développement. Elle est considérée comme une activité transversale permanente dans chaque projet de développement quelle que soit sa nature.

Cependant, en RDC, la question du genre qui est prise en compte par l'engagement du pays au respect des instruments juridiques internationaux et nationaux n'a pas encore produit des résultats escomptés. Selon l'évaluation de l'état d'application de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination faite à l'égard des femmes en RDC, il est reconnu que la volonté affichée par le Gouvernement pour favoriser la promotion de la femme n'est pas traduite dans les faits. Elle se limite à de beaux textes de lois, à de discours politiques et stratégiques au niveau des médias. Par conformisme, l'approche genre est intégrée dans certains programmes nationaux, mais le vécu

⁹ OCDE ; *Lignes directrices du CAD pour l'égalité homme – femme et le renforcement du pouvoir des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement*, publication OCDE, Paris Cedex 16, 1998, p. 2.

¹⁰ OCDE, Op. Cit., p. 4.

quotidien ne reflète pas cette volonté. L'homme politique ne semble pas avoir intériorisé la question de genre¹¹.

Pour ce qui est de la ville de Goma et ses environs, la dimension genre est animée et vulgarisée par de nombreuses structures depuis plus de 10 ans maintenant. Parmi elles, il y a les ONGD, les confessions religieuses, les médias notamment la radio, la télévision, la presse écrite et parfois les autorités politico-administratives. Ces dernières agissent à la faveur des textes juridiques comme la constitution de la RDC promulguée le 18 février 2006 qui consacre la parité homme – femme.

Cependant, pour le CRONGD/Nord-Kivu, à ce jour le travail d'animation sur le genre et le développement réalisé à travers les ONGD est parfois porteur des résultats encourageant, mais plus dans les villes que dans les villages. Sur ce, deux situations se dessinent : d'une part « les évolués » ou la haute sphère intellectuelle sur laquelle la coutume perd de plus en plus de l'emprise et d'autre part le milieu villageois conservateur des coutumes notamment à l'égard de la femme¹².

Aussi, 13 ans après la Conférence de Pékin, qui a fait de l'application du genre une action systématique et permanente dans les projets de développement, il y a lieu de se rendre compte des changements éventuels positifs ou négatifs, apportés par l'application de ce concept à Goma et ses environs¹³.

D'où la nécessité de nous interroger sur la situation ou la problématique du genre en milieu rural et urbain en ces termes :

- l'appréhension du genre et son approche, sont elles vécues de manière différente en milieu urbain et en milieu rural ?
- quelles sont les voies et moyens à mettre en œuvre pour rendre effectif l'impact souhaité des relations harmonieuses entre les hommes et les femmes pour le développement ?

¹¹ CRONGD/Nord-Kivu, *Guide méthodologique d'animation du genre. A la recherche d'une méthode spécifique sur le genre, les us et coutumes*, Goma, septembre 2007, p. 3

¹² CRONGD/Nord-Kivu, *Rapport d'enquête sur le genre et les coutumes en vue de la définition d'une méthodologie d'animation genre*, Goma, avril – mai 2007, p. 1

¹³ OCDE, *Op Cit*, p. 8

0.3. HYPOTHESES DU TRAVAIL

L'hypothèse d'une recherche est la réponse anticipée à la question que le chercheur se pose au début de son projet. Bien formulée, l'hypothèse oriente l'ensemble de l'édifice et facilite le dispositif méthodologique ou expérimental. Cette question doit être formulée en des termes tels que l'observation et l'analyse puisse fournir une réponse à la problématique¹⁴.

Quant à PINTO R, l'hypothèse est une proposition des réponses aux questions que l'on se pose à propos de l'objet de recherche formulé tels que l'observation des faits et l'analyse des données puisse fournir une réponse précise¹⁵.

Eu égard de ce qui précède et tenant compte de nos observations portant sur le travail des ONGD en milieu rural et urbain, particulièrement concernant la dimension genre, au travers des projets de développement, nous formulons les hypothèses suivantes, qui constituent la ligne de conduite de l'ensemble de ce travail :

- les préjugés et la sous information seraient à la base d'une perception différente du genre et son approche en milieu rural qu'urbain ;
- la mise en place d'un programme de sensibilisation, d'information et de formation dans le domaine du genre améliorerait les relations hommes – femmes et partant, réduirait les préjugés que certains hommes ont sur la qualité de travail de la femme et ses compétences.

¹⁴ Masiala Ma Solo et Ngoma Ndamba, *Rédaction et présentation du travail scientifique*, édition Enfance et Paix, Kinshasa 1993, pp. 18-19

¹⁵ Pinto R, *Méthodes des sciences sociales*, Presse Universitaire de France, Paris 1975, p. 21

0.4. OBJECTIFS DU TRAVAIL

0.4.1. Objectif général

Ce travail a pour **objectif général** de contribuer tant soit peu à la réflexion et aux efforts que mènent différents acteurs pour le développement socio-économique de la Province du Nord-Kivu.

0.4.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques poursuivis par ce travail sont libellés comme suit :

- évaluer la perception du concept genre et l'approche utilisée pour la diffusion de celui-ci dans la ville de Goma et ses environs ;
- évaluer l'impact de l'animation et de la vulgarisation de la dimension genre sur le plan social et économique dans la ville de Goma et ses environs ;
- proposer une série d'actions contenues dans un programme spécifique de développement, pouvant aider à renforcer les stratégies d'animation et de vulgarisation du genre, pour améliorer la relation entre l'homme et la femme et permettre à cette dernière de participer activement au développement socio-économique.

0.5. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Le choix de ce sujet est conduit par notre expérience personnelle vécue au sein de plusieurs ONGD dans les Provinces du Nord-Kivu et du Maniema où nous avons eu à travailler ou à offrir notre collaboration. Cette présence dans les ONGD nous a permis d'observer la manière dont la dimension genre est non seulement considérée mais aussi vulgarisée. Tantôt elle est considérée comme fondée pour un développement impliquant l'homme et la femme ou encore un mal nécessaire imposé par l'occident.

En choisissant ce sujet, nous voulons déterminer l'impact réel engendré par la vulgarisation du genre devenue une action plus ou moins obligatoire dans la planification des projets de développement. Cela nous permettra de formuler des propositions allant dans le sens d'aboutir à des résultats efficaces.

Quant à l'intérêt accordé à ce travail, nous le plaçons sur le plan théorique et pratique :

- sur le plan théorique, grâce à ce travail, nous allons constituer une banque des données utiles à d'autres chercheurs ou étudiants qui veulent approfondir ce thème, ou qui veulent mener des études similaires, de s'y référer ;

- sur le plan pratique, le programme de développement que nous allons mettre sur pied, guidera les responsables de la Province à améliorer la relation entre l'homme et la femme pour permettre à cette dernière de participer activement au développement socio-économique de notre province.

0.6. DELIMITATION SPATIO – TEMPORELLE DU SUJET

Le champ d'étude du présent travail, correspond à la ville de Goma et ses environs, notamment, la Collectivité Chefferie de Bukumu. La période qui concerne l'évaluation des actions va de 1995 à 2007. La 1^{ière} année citée est celle qui a vu le genre perçu comme une nécessité dans tout projet de développement, alors que celle qui est citée en dernier lieu constitue la fin de l'intervalle considérée comme période de l'étude.

0.7. METHODES ET TECHNIQUES UTILISEES

Pour récolter les données recueillies sur le terrain, nous avons recouru aux méthodes et techniques suivantes :

0.7.1. Méthodes

Selon Grawitz Madeleine, la méthode est un ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre, les vérifie. Cette conception de la méthode inhérente à toute recherche scientifique, permet de la considérer comme un ensemble des règles rendant accessible la réalité à saisir¹⁶.

0.7.1.1. Méthode fonctionnelle

Elle met l'accent sur la notion de fonction ou de rôle. Pour Grawitz Madeleine, en sociologie, la notion de fonction est issue des mathématiques, mais adaptée probablement par l'intermédiaire de la biologie, où elle se rapporte aux processus vitaux ou organiques dans la mesure où ils contribuent au maintien de l'organisme¹⁷.

¹⁶ Grawitz M., *Méthodes des sciences sociales*, édition Dalloz, Paris, 2001, p. 351

¹⁷ Grawitz M., *Op.Cit*, p. 424

Dans le cadre de notre recherche, la méthode fonctionnelle nous a permis de comprendre la fonction (le rôle) du genre et son impact telle qu'ils sont perçus par les membres des communautés urbaine et rurale, formant la société globale d'une part et dans la marche de ceux-ci vers le développement d'autre part. Il s'agit du rôle domestique ou reproductif, du rôle de production sociale ou communautaire, rôle productif ou économique et du rôle politique.

0.7.1.2. Méthode comparative

C'est un moyen de comparaison permettant d'analyser les données concrètes, d'en dégager les éléments constants, abstraits et généraux. Cette méthode est utilisable dans toutes les sciences sociales, en s'appuyant sur des comparaisons aussi bien pour des études vastes que pour une étude de secteurs particuliers, pour une étude qualitative que pour une observation quantitative¹⁸. Elle nous a permis de comparer la perception, la prise en compte de la dimension genre et son impact dans le développement socio-économique de la communauté urbaine par rapport à la communauté rurale dans la province du Nord-Kivu.

0.7.2. Techniques

Si les méthodes sont utilisées pour l'élaboration complète et détaillée du travail de recherche, les techniques sont, elles, utiles pour la collecte des données. Grawitz M., définit les techniques comme des procédés opératoires rigoureux bien définis, transmissibles, susceptibles d'être appliqués à nouveaux dans les mêmes conditions adaptés au genre de problème ou de phénomènes en cause. Ce sont des moyens utilisés pour atteindre un but mais qui se situent au niveau des faits ou des étapes pratiques¹⁹. Aussi, pour la réalisation de notre travail, nous nous sommes servis sur le terrain, des techniques suivantes pour la collecte des informations.

1° L'observation directe.

L'observation directe est la seule méthode de recherche sociale qui capte les comportements au moment où ils se produisent sans l'intermédiaire d'un document ou d'un témoignage²⁰. Tout au long de notre recherche, nous avons observé pendant les entretiens avec les responsables des associations de développement et les bénéficiaires des projets, des relations entre les hommes et les femmes.

¹⁸ Grawitz M., *Op. Cit*, p. 424

¹⁹ Grawitz *Op. Cit*, p. 419

²⁰ Quivy R. et Campenhoudt L. V. ; *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris, 1995, p. 199

2° La technique d'analyse documentaire

Nous entendons par technique d'analyse documentaire, le fait de rassembler, de sélectionner les ouvrages et autres documents et de les exploiter en vue de tirer les informations relatives au sujet qui fait l'objet de la recherche. Nous avons utilisé cette technique pour rassembler, lire et analyser la documentation à notre disposition. Il s'agit des ouvrages, rapports scientifiques (TFC et mémoire) et des ateliers de formation, des articles relatifs au genre et développement, publiés dans des revues ainsi que d'autres livres de planification des projets de développement ayant trait à notre sujet de recherche.

3° L'interview structurée

Selon Roger MUCCHIELLI, l'entretien structuré dans une enquête sociale n'est pas une conversation, ni une discussion, encore moins une discussion au sens journalistique du mot. Il est plutôt une forme d'intercommunication où se crée un pont entre aidant et aidé, qui fait de leurs personnalités un nous, ce qui engendre un sentiment de solidarité effective²¹. Nous avons opté pour un entretien structuré sur base d'un guide conçu et rédigé par nous même. Cela nous a valu une collecte aisée des données, tout en évitant l'étiquette d'évaluateur.

4° Le questionnaire

A en croire MUCCIELLI M., cité par UMBI LUNULA, le questionnaire apparaît comme un meilleur instrument pour accéder aux conceptions ou représentations que les gens se font vis-à-vis d'une situation, d'une institution, ou d'un objet donné. De cette manière poursuit l'auteur, les réponses que les sujets enquêtés donnent au questionnaire révèlent leurs opinions, leurs attitudes, leurs attentes, leurs aspirations, leurs craintes... et reflètent les traits de leurs personnalités respectives²². C'est ce qui justifie la prédilection accordée par les chercheurs en sciences sociales et humaines à la technique d'enquête par questionnaire écrit.

Pour récolter les données sur le terrain, nous avons élaboré un questionnaire renfermant plus des questions fermées qu'ouvertes.

²¹ MUCCHIELLI, M, cité par UMBI LUNULA, Evaluation de la participation communautaire dans les projets de développement de la Ville de Goma, TFC, inédit, CIDEP-Goma, 1997-1998, p. 6

²² MUCCHIELLI M.; cité par UMBI LUNULA, Idem.

0.8. DIFFICULTES RENCONTREES

Pour la réalisation de ce mémoire, nous nous sommes heurtés à certaines difficultés, notamment :

- les moyens financiers limités ne nous ont pas permis d'étendre notre enquête à toutes les ONGD dans la ville de Goma et à toutes les personnes susceptibles de nous livrer les informations ;
- la réticence de certains de nos enquêtés de répondre à nos questions, nonobstant les assurances offertes de confidentialité et d'anonymat.

0.9. SUBDIVISION SOMMAIRE DU TRAVAIL

Hormis l'introduction générale et la conclusion, notre travail est subdivisé en cinq chapitres :

- le premier chapitre se focalise sur le cadre d'étude en présentant la Ville de Goma et ses périphéries (le territoire de Nyiragongo) ;
- le deuxième chapitre porte sur les généralités sur le genre ;
- le troisième chapitre porte sur la pratique de l'animation du genre par les associations de développement dans la ville de Goma et ses environs ;
- le quatrième chapitre présente l'enquête et ses résultats ;
- le cinquième chapitre se focalise sur le programme de développement pour améliorer la dimension genre dans la ville de Goma et ses périphéries.

CHAPITRE I

CADRE D'ETUDE : PRESENTATION DE LA VILLE DE GOMA ET DE LA COLLECTIVITE CHEFFERIE DE BUKUMU

Notre milieu d'étude comprend à la fois la ville de Goma et sa banlieue située au nord, la collectivité chefferie de Bukumu. La présentation successive de ces deux entités administratives fait l'objet de ce chapitre.

1.1. PRESENTATION DE LA VILLE DE GOMA

1.1.1. Situation géographique²³

La ville de Goma, chef lieu de la Province du Nord-Kivu est située à l'extrême Est de la République Démocratique du Congo et à l'extrême Nord du lac Kivu. Elle est créée par l'ordonnance présidentielle n° 89/123 du 25 mai 1989 qui la subdivise en deux communes urbaines (Karisimbi et Goma).

La ville de Goma est limitée :

- au Nord par le Territoire de Nyiragongo ;
- au Sud par le lac Kivu qui la sépare de la Province du Sud-Kivu ;
- à l'Ouest par le Territoire de Masisi ;
- à l'Est par la ville de Gisenyi en République Rwandaise.

Sa superficie est de 66.452.180km² répartie entre deux communes urbaines notamment :

- la commune de Karisimbi : 33.079.430km²
- la commune de Goma : 33.372.750km² et se situe au Sud de l'Equateur à la 41° latitude sud et la 29° longitude Est.

1.1.2. Aspects physiques

1.1.2.1. Climat

La Ville de Goma se trouve entièrement dans la zone d'altitude. Le climat est généralement doux grâce aux vents qui soufflent du lac Kivu, du volcan Nyiragongo et des montagnes volcaniques situées dans le Parc National de Virunga. Les saisons climatiques se subdivisent en quatre :

- du 1^{er} janvier au 15 février : petite saison sèche ;
- du 15 février au 15 mai : petite saison de pluie ;

²³ Paluku Kavuwirwa A., Evaluation du genre dans les relations sociales quotidiennes : cas de la ville de Goma, TFC, inédit, ISIG – Goma, Avril 2003, p. 7

- du 15 mai au 15 septembre : grande saison sèche ;
- du 15 septembre au 15 décembre : grande saison de pluie.

Ces différentes saisons connaissent souvent des perturbations. L'agriculture est moins favorable à la petite saison de pluie. La Ville de Goma est baignée dans la partie sud par le lac Kivu. Il n'y a aucune rivière qui la traverse.

1.1.2.2. Sol

La Ville de Goma est couverte à certains endroits du sol volcanique formé des couches des laves dues aux différentes éruptions volcaniques antérieures et récentes. L'éruption récente du Volcan Nyiragongo survenue le 17 janvier 2002 a réduit une grande partie de terres et cela affecte les maigres activités agricoles.

1.1.3. Organisation politique et administrative

Goma, comme les autres chefs-lieux des Provinces, est une entité administrative décentralisée. Elle abrite les institutions provinciales (Gouvernement provincial, Assemblée provinciale) et porte le statut d'une Mairie, ce qui lui permet de s'organiser politiquement et administrativement.

Du point de vue politique, la ville de Goma est dirigée par un Maire titulaire secondé par un Maire adjoint. Deux bourgmestres ayant chacun un adjoint dirigent les deux communes (Goma et Karisimbi) et 54 chefs de quartiers dont 18 titulaires et 36 adjoints.

Le tableau ci-dessous indique la subdivision politique de la ville de Goma.

Tableau n° 1 : Ville de Goma et ses entités

Ville	Communes	Nombre des quartiers, cellules, et avenues	Dénominations des quartiers
Goma	Goma	7 quartiers 8 cellules 68 avenues	Mikeno, Mapendo, Les Volcans, Katindo, Himbi, Kyeshero et Lac vert
	Karisimbi	11 quartiers 30 cellules 162 avenues	Murara, Kahembe, majengo, Virunga, Mabanga Nord, Mabanga Sud, Kasika, Katoyi, Mugunga, Ndosho et Bujovu

Source : Mairie de Goma, Rapport annuel 2006

La subdivision des entités de la ville en quartiers, cellules et avenues permet un rapprochement des autorités de base (chefs des quartiers, des cellules et d'avenues) près de leurs administrés.

Sur le plan administratif, la ville de Goma compte 24 services urbains, 81 agents de commandements, 152 agents de collaboration, 113 exécutants et 399 nouvelles unités. L'effectif total est de 745 agents²⁴.

Les services urbains dont il est question sont : Affaires Sociales, Agriculture, Budget, Commerce Extérieur, Culture et Arts, Développement Rural, Economie, Environnement, EPSP, Femme et famille, Fonction Publique, Administration du Territoire, Industrie, petites et Moyennes Entreprises, Jeunesse, justice, Santé, Sports et Loisirs, Tourisme, Transport et communication, Travail, Travaux Public et Aménagement du Territoire, urbanisme et Habitat.

1.1.4. Aspect démographique

La ville de Goma subit une forte pression démographique caractérisée par une hétérogénéité ethnique. Elle connaît un mouvement de la population lié à un exode rural à la suite de l'insécurité qui a élu domicile dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Walikale et la partie sud du Territoire de Lubero. A cela s'ajoutent, les guerres datant de 1990 – 1994 au Rwanda et celle de 1993 au Burundi qui ont déversé un bon nombre des réfugiés dans la ville de Goma, en plus d'autres immigrés qui y habitaient déjà. En 1994, il était dénombré 25.602 réfugiés dans la ville de Goma²⁵. Les données récentes de l'évolution de la population de la ville de Goma font étant 451.762 habitants en 2003 ; 504.056 habitants en 2004 ; 514.669 habitants en 2005 et 527.572 habitants en 2006.

En comparant les données démographiques des quatre dernières années, l'on se rend compte que la ville de Goma connaît une croissance démographique importante. Celle-ci est de l'ordre de 12.873 personnes en 2006 (2,5 %) par rapport à 2005, 10.642 personnes en 2005 (2,1%) par rapport à 2004. En plus de la natalité, cette croissance s'explique aussi par l'immigration. Le tableau ci-après présente les détails au sujet de la population de la ville de Goma en 2006.

Tableau n° 2 : La population de Goma l'an 2006

Communes Couchesociale	Goma	Karisimbi	Total	%
---------------------------	------	-----------	-------	---

²⁴ Bureau urbain de la Fonction Publique, Tableau synoptique d'effectifs des agents de la Mairie de Goma, année 2007

²⁵ Paluku Kavwirwa, A., Op. Cit.; Bureau Etat-civil Ville de Goma

Hommes	42.479	70.191	112.670	21,35
Femmes	43.374	77.325	120.699	22,87
Garçons	49.572	93.436	143.008	27,10
Filles	52.982	98.216	151.195	28,65
TOTAL	188.407	339.165	527.572	99,97

Source : Bureau de l'Etat civil, Mairie de Goma

S'agissant de la répartition actuelle de la population de la ville de Goma par sexe, elle est de 51,52% pour les personnes de sexe masculin et 48,45% des personnes de sexe féminin. Les données de ce tableau n°2 indiquent que la majorité de la population de la ville de Goma est constituée des jeunes à l'ordre de 55,75%.

1.1.5. Aspect économique et social

L'économie de la ville de Goma comprend les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire est caractérisé par la présence des gens qui pratiquent l'agriculture non seulement dans la périphérie de la ville mais aussi des cultures des cases dans les quartiers. On y cultive le haricot, le maïs et les légumes. Dans ce secteur, il y a lieu de mentionner également l'exploitation des ressources naturelles telles que les pierres, du sable et du gravier, qui servent de matériaux de construction.

Dans le secteur secondaire, à Goma, l'activité industrielle est quasi-inexistante. Toutefois, l'on y observe l'existence d'une usine de tabac et celle de traitement du café qui fonctionnent difficilement et une autre qui fabrique les matelas. Par contre, il y a émergence de multiples ateliers de fabrication des meubles, des réparation des véhicules, des studios de développement des photos et quelques établissements de transformations alimentaires : minoterie, boulangerie, pâtisserie et charcuterie.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, les principales activités économiques à Goma sont le commerce, l'hôtellerie, les services de communication par réseaux satellitaires et dans une moindre mesure le tourisme.

Au sujet du commerce singulièrement, la Ville de Goma, bénéficie de plusieurs atouts. Son implantation à proximité de la Ville de Gisenyi au Rwanda ainsi que les routes qui la relie aux territoires de Masisi et de Rutshuru font de cette ville un milieu propice pour le commerce. Aussi, l'aéroport et le transport par bateau sur le lac Kivu facilitent les transactions commerciales entre la

Ville de Goma, les autres villes du pays, voir même avec les pays voisins (Rwanda, Ouganda, Burundi).

En marge de cette structure formelle de l'économie, il existe un secteur informel qui englobe les activités de tous les gagne – petits orientées principalement vers la recherche de la satisfaction de besoins primaires (alimentation, habillement, habitat). C'est ici l'occasion d'évoquer les pratiques de porte-faix, le petit commerce des vivres et marchandises diverses.

Sur le plan social, il y a lieu de mentionner les domaines de la santé, de l'éducation et de la Vie spirituelle.

Concernant le domaine de santé, la ville de Goma est le siège de l'Inspection Provinciale de la Santé en Province du Nord-Kivu. Goma comprend deux zones de santé : la zone de santé de Goma et celle de Karisimbi qui englobe aussi la Collectivité chefferie de Bukumu.

Les principales infrastructures sanitaires dans la Ville de Goma sont :

- Hôpital Provincial du Nord-Kivu ;
- Centre Hospitalier de Référence de CBCA/Virunga (Eglise Protestante) ;
- Centre Hospitalier de Référence de CBCA/Kyeshero (Eglise Protestante) ;
- Centre Hospitalier la Charité Maternelle (Eglise Catholique).

Outre ces hôpitaux, il existe plusieurs autres formations médicales (centres médicaux, centres de santé et postes de santé).

Concernant l'éducation, la sous – division urbaine de Goma qui comprend les deux communes de la ville et la collectivité chefferie de Bukumu regorge plusieurs écoles primaires, secondaires et des institutions d'Enseignement Supérieur et Universitaire réparties dans les secteurs officiel, conventionnel et privé.

Les statistiques de la Sous–division urbaine de Goma, en 2002, font état de 47 écoles maternelles, 136 écoles primaires et 71 écoles secondaires. Toutes ces écoles comprenaient 39.371 élèves dont 21.681 garçons (55,1%) et 17.690 filles (44,9%).

Les enseignants quant à eux étaient au nombre de 2.736 dont 2042 hommes (74,6%) et 694 femmes (25,4%). Pour l'enseignement supérieur et universitaire, la ville de Goma comprend 19 établissements.

Sur le plan spirituel, il existe dans la ville de Goma, une prolifération des confessions religieuses : catholiques, protestantes, musulmanes, Kimbaguistes, adventistes, témoins de Jéhovah et plusieurs églises dites de réveil.

1.2. PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE CHEFFERIE DE BUKUMU

1.2.1 Situation géographique²⁶

La Collectivité Chefferie de Bukumu est située au Nord de la ville de Goma. Sa superficie est de 162 kilomètres carrés. Elle fut créée le 22 juin 1906 par l'arrêté n° 58 du Commissaire de District. Elle fait corps avec le Territoire de Nyiragongo dont la création remonte à la signature de l'ordonnance présidentielle n° 88/178 du 15 novembre 1988 au moment du découpage test qui a fait naître la Province du Nord-Kivu. Ses limites sont :

- à l'Est, la République du Rwanda ;
- au nord, le Territoire de Rutshuru ;
- au sud, la ville de Goma (Commune de Karisimbi) ;
- à l'ouest, le Territoire de Masisi.

1.2.2. Aspects physiques

1.2.2.1. Climat, précipitation et végétation

La Collectivité Chefferie de Bukumu connaît un climat tempéré marqué par un décalage des températures entre les régions de basse et de haute altitude. Elle bénéficie d'une importante quantité de pluies qui se répartissent sur deux saisons pluvieuses :

- la grande saison des pluies allant de septembre à décembre ;
- la petite saison des pluies qui va de mars jusqu'à mai.

La Chefferie connaît aussi deux saisons sèches qui se répartissent de la manière suivante :

- la grande saison sèche allant de juin à août ;

²⁶ BEED, Rapport des consultations participatives sur la pauvreté en Territoire de Nyiragongo, inédit, Goma, janvier 2005, p. 3

- la petite saison sèche qui va de la fin du mois de janvier à février.

Sur le plan hydrographique, dans la Chefferie de Bukumu il n'existe aucun cours d'eau.

Quant à la végétation, elle est dominée par la forêt du Parc National de Virunga vers le Nord-ouest. On y trouve aussi la savane et quelques plantations d'eucalyptus. Avec la croissance démographique, cette végétation est menacée par les paysans à la recherche du bois de chauffe et de l'espace agricole pour la survie.

1.2.2.2. Relief et Sol

Le relief de la collectivité Chefferie de Bukumu comprend les vallées et les montagnes. On y trouve une chaîne des montagnes volcaniques composée de :

- mont Nyiragongo, 3470 m d'altitude ;
- mont Nyamulagira, 3056 m d'altitude ;
- mont Karisimbi, 4507 m d'altitude.

Alors que les deux premières montagnes citées sont des massifs volcaniques encore actifs, la troisième est un volcan éteint.

Sur le plan de la pédologie, la Collectivité Chefferie de Bukumu a un sol volcanique riche en humus qui est une matière organique très fertilisante et indispensable à l'agriculture. Il y a également des endroits où l'on trouve le sol argilo sablonneux et d'autres le sol limono-sabloneux. Cependant, la plus grande partie du sol est rocailleux et non favorable à l'agriculture.

1.2.3. Organisation politique et administrative

Sur le plan politique, l'entité qui constitue à la fois le Territoire de Nyiragongo et la Collectivité Chefferie de Bukumu est dirigée par des autorités qui se situent à deux niveaux.

Au niveau de l'administration du Territoire, il y a un Administrateur secondé par deux Administrateurs Assistants. Pour ce qui est de la Chefferie, il y a à la tête un Grand Chef coutumier. Celui-ci travaille avec 7 chefs des groupements et 55 chefs des villages. Le tableau suivant indique la subdivision politique de la Collectivité Chefferie de Bukumu et ses entités

Tableau numéro 3 : la collectivité Chefferie de Bukumu et ses entités

Territoire /Chefferie	Groupements	Nombre des villages
Territoire de Nyiragongo, Collectivité Chefferie de Bukumu	Rusayu	2
	Kibumba	10
	Buhumba	8
	Monigi	15
	Buvira	6
	Kibati	10
	Mudja	6
TOTAL	7 Groupements	55 villages

Source : Bureau de la Collectivité chefferie de Bukumu.

Cette subdivision permet aux dirigeants de mieux connaître les problèmes de leurs administrés.

1.2.4. Aspect démographique

La population de la Collectivité Chefferie de Bukumu est composée principalement de groupes ethniques : Hunde, Kumu, Hutu, Tutsi et des Pygmées. Les données démographiques récentes font état d'une population évaluée à 65738 habitants. Le tableau ci-dessous indique les statistiques de la population de cette entité pour l'année 2006.

Tableau numéro 4 : Population de la chefferie de Bukumu en l'an 2006.

Groupements	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total
Buhumba	1097	1362	2090	2213	6762
Buvira	576	580	1329	1778	4263
Kibati	1825	1686	2869	2839	9219
Kibati	1695	2082	3984	4245	12006
Mudja	2092	2572	3434	4925	13023
Monigi	3050	2530	6333	6252	18165
Rusayu	386	846	601	467	2300
TOTAL	10721	11658	20640	22719	65738

Source : Bureau Etat civil de Chefferie de Bukumu.

Sur un total de la population évaluée à 65738 habitants, repartis sur 162 kilomètres carrés, il y a 31361 personnes de sexe masculin (47,70%) et 34377 de sexe féminin (52,29%). Dans cette contrée, l'on observe une forte densité de la population de l'ordre de 406 habitants au kilomètre carré. La démographie galopante dans la partie Sud de la chefferie a été à la base de la création du village Ngangi III vers la fin de l'année 1988.

1.2.5. Aspects économique et social.

L'économie de la Collectivité Chefferie de Bukumu est dominée par le secteur primaire et celle dite informelle.

Dans le secteur primaire, l'agriculture et l'élevage constituent les principales activités pratiquées dans le milieu. Cependant, l'agriculture tout en étant une source importante de revenu est butée à une difficulté majeure : l'exiguïté des terres arables à la suite de l'éruption cyclique du volcan Nyiragongo dont la dernière date du 17 janvier 2002. Cela a pour conséquence, la faible production agricole ne permettant qu'un faible apport dans la lutte pour la sécurité alimentaire. Les cultures les plus pratiquées se répartissent en cultures vivrières (haricot, pomme de terre, maïs, patate douce) et maraîchères (oignons, poireaux, aubergines, carottes...). Ces dernières font la fierté du milieu par le fait que la production est évacuée aussi bien dans d'autres provinces du pays que vers le Rwanda pays voisin de la RDC. Malheureusement, ces produits agricoles s'écoulent à des prix non rémunérateurs.

En marge de l'agriculture, et de l'élevage, beaucoup de ménages vivent du petit commerce des produits manufacturés et des boissons locales.

Quant à l'industrialisation, elle est inexistante dans la Collectivité Chefferie de Bukumu sous quelle que forme que se soit. En outre, la main d'œuvre pour les travaux de menuiserie et de maçonnerie ainsi que le porte-faix à Goma provient surtout de la Collectivité Chefferie de Bukumu.

Sur le plan social, nous retenons essentiellement les aspects de la santé et de l'éducation.

Dans le domaine de la santé, la collectivité chefferie de Bukumu fait partie intégrante de la zone de santé de Karisimbi. Elle ne compte aucun hôpital mais dispose de trois centres de santé situés

respectivement à Kibumba, Kanyaruchinya et Mudja. On y trouve également quelques postes de santé fonctionnant dans les aires de santé des 3 centres de santé précités.

En matière d'éducation scolaire²⁷, l'on dénombre respectivement 30 écoles primaires, 10 écoles secondaires et un Institut supérieur d'Administration et de Développement basé à Kibumba. La population scolaire s'élève à 9426 écoliers et élèves sur une population scolarisable de 26.858 enfants. Le taux de scolarisation est ainsi de 35%. Parmi les écoliers (niveau primaire) pour l'année scolaire 2006–2007, l'on note 57,17% de garçons et 42,3% de filles alors que à l'école secondaire, il y a 73% de garçons et 13% de filles. Quant à l'éducation non formelle, l'on dénombre 47 centres d'éducation des jeunes et des adultes dont 24 appuyés par ActionAid et 23 par le PDC Bukumu. Ces centres s'occupent de l'alphabétisation dans ce milieu où le taux d'analphabétisme est proche de 70%.

En matière de professionnalisation, deux centres organisés par NRC et ECC/PAECSDI, s'occupent de la formation des jeunes (filles et garçons) en menuiserie, coupe et couture, élevage, agriculture et tôlerie. Au cours de l'année scolaire 2006 – 2007, au total 105 jeunes ont terminé l'enseignement – apprentissage dans les différents métiers précités.

²⁷ PDC – Bukumu, rapport d'enquête sur la problématique de la scolarisation dans la collectivité chefferie de Bukumu, Goma, décembre 2007, pp. 4-5

CHAPITRE II

GENERALITES SUR LA DIMENSION GENRE

2.1. DEFINITIONS DE QUELQUES CONCEPTS

2.1.1. Genre

Ce concept en vogue actuellement est utilisé dans divers sens par les praticiens ou théoriciens du développement. Selon Jeanne Bissilliat et Christine Verschuur, pour certains, il est utilisé en substitution du mot « femmes », perpétuant l'approche femmes et développement. Pour d'autres, il sert à décrire les rôles différents culturellement et socialement attribués aux hommes et aux femmes. Pour d'autres enfin, il s'inscrit dans une analyse des rapports sociaux et reconnaît que les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein des différentes instances de la société (familles, communauté, marché, Etat - Nation, monde) sont responsables d'une distribution inégale des ressources, des responsabilités et du pouvoir entre femmes et hommes²⁸. C'est cette approche de la notion genre qui est la plus utilisée actuellement.

Pour Elisabeth Hoffmann, chaque société façonne les identités et les rôles féminins et masculins en termes d'activités, de statuts, de droits et des responsabilités. Ce sont ces identités que l'on appelle les rapports sociaux ou le genre, traduction anglaise de gender. Elles ne sont pas figées et évoluent plus ou moins lentement suivant les situations sociales, politiques, culturelles, religieuses et économiques²⁹.

Tout au long de ce travail, nous utiliserons le concept genre sous l'angle des rapports sociaux entre les hommes et les femmes.

2.1.2. Disparités homme – femme

L'expression disparité homme – femme renvoie aux caractéristiques et possibilités économiques, sociales, politiques et culturelles qui sont liées au fait d'être homme ou femme. Dans la plupart des sociétés, les femmes en tant que groupes ont moins accès que les hommes aux ressources, aux

²⁸ Bissilliat J. et Verschuur C., *Le genre : un outil nécessaire. Introduction pour une problématique*, Cahiers genre et développement n°1, L'harmattan, Paris, 2000, p. 9

²⁹ Hoffman E., « Les relations femmes- hommes comme enjeu de développement », in *Economie et Humanisme*, Revue Trimestrielle, n° 378, octobre 2006, p. 12

possibilités offertes et à la prise des décisions.³⁰ Ces inégalités sont considérées comme obstacles au développement car elles limitent l'aptitude des femmes à développer et à exercer pleinement leurs compétences dans leur propre intérêt et pour le bien de la communauté toute entière.

2.1.3. Egalité homme – femme

Selon le CAD/OCDE, l'égalité homme – femme suppose que les hommes et les femmes jouissent dans des conditions d'égalité des biens, de possibilités, des ressources et des récompenses auxquelles la société attache une valeur. L'égalité homme – femme n'implique pas que les hommes et les femmes deviennent identiques mais qu'ils aient des possibilités et des chances égales dans l'existence.³¹

2.1.4. La parité

C'est la représentation égale en nombre d'hommes et de femmes dans n'importe quelle organisation ou institution. Parité veut ainsi signifier égalité mathématique parfaite.³² La revendication de l'égalité va ainsi plus loin que la résolution de la Conférence de Beijing qui recommandait d'accorder 30% de postes à des femmes.

2.1.5. L'équité

On parle d'équité lorsque la justice demande un partage raisonnable des biens en tenant compte de certaines différences, en particulier selon les considérations d'ordre moral.³³ Cela dit, en matière de genre, l'équité ferait allusion à la bonne foi pour l'intégration de la femme dans plusieurs domaines étant donné qu'elle est un être humain.

2.1.6. Impact

Ce concept est surtout utilisé dans les travaux d'évaluation des projets de développement. Il est fréquemment confondu aux mots résultat et effet. Pour Gilbert Graugnant et Nicolas Heeren, l'impact d'une action de développement, c'est la situation issue de l'ensemble des changements significatifs et durables, positifs ou négatifs, prévus ou imprévus dans la vie et l'environnement des personnes et des

³⁰ CAD, Op Cit, p. 9.

³¹ CAD, Idem.

³² Ngoma Binda, Hommes et femmes en démocratie. Question d'égalité, de parité, d'équité ou de justice ? In *Congo – Afrique* XLVIe année n° 404, avril 2006, pp 85-97.

³³ Ngoma Binda, *idem*.

groupes et pour lesquels un lien de causalité direct ou indirect peut être établi avec l'action du développement³⁴.

2.1.7. Développement social

Le développement social est un processus tendant à offrir à tous les individus d'une communauté des meilleures conditions matérielles d'existence et une bonne qualité de la vie. C'est une approche plus collective et globale du développement³⁵. Quand il y a développement social dans une contrée, il s'observe un changement positif dans les quatre dimensions sociales ci-après : la santé, l'instruction, l'alimentation et l'emploi.

La santé est comprise ici comme un état complet de bien être physique, mental, social et ne consiste pas seulement à l'absence de maladie ou d'une infirmité.

Un bon niveau **d'instruction** favorise le développement d'une mentalité logique et rationnelle qui permet à la population de participer à la croissance économique.

Quant à **l'alimentation**, elle constitue un des facteurs importants qui contribue au maintien d'une personne en bonne santé.

Enfin, concernant **l'emploi**, il est à noter qu'un peuple bien rémunéré mène généralement une vie convenable.

2.1.8. Développement économique

Le développement économique tient à l'amélioration des conditions d'existence de l'homme du point de vue de la production, de la circulation, de la répartition et de la consommation des richesses dans son pays. Il concerne les secteurs de production tels que l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'industrie, l'hôtellerie et le tourisme, les institutions financières et les coopératives, les infrastructures économiques. Il est ainsi subdivisé en secteurs primaire, secondaire et tertiaire³⁶.

Le développement économique se caractérise par une forte cohérence interne et par l'harmonie qui règne entre les divers secteurs qui le composent, notamment les secteurs primaire (agriculture, élevage et pêche), secondaire (artisanat, industrie) et tertiaire (services diversifiés tels que le commerce, banques, hôpitaux...).

³⁴ Graugnant G., et Heeren N., *Prise en compte de l'impact et construction d'indicateurs d'impact*, CIEDEL, Lyon, 1999, p. 12.

³⁵ MOTEMA KAMULONGIDIKU E., cours d'Anthropologie et Développement Communautaire, Inédit, CIDEP- UO/ Goma, L1 DECO. 2005- 2006, p. 15.

³⁶ MOTEMA, Op. Cit., p. 8.

2.1.9. Communauté urbaine et rurale

Larousse définit la **communauté** comme un ensemble des citoyens d'un Etat, des habitants d'une ville ou d'un village C'est aussi la réunion des individus ayant des intérêts communs³⁷.

Quant à la **communauté urbaine**, dans le sens européen du terme, c'est un regroupement de plusieurs communes qui s'associent au sein d'un espace de solidarité, pour élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement du territoire³⁸. Elle compte au moins 500.000 habitants Cette définition nous intéresse dans la mesure où elle fait allusion à la participation des habitants aux projets de développement dans lesquels l'aspect genre devrait être pris en compte.

S'agissant de la **communauté rurale**, selon notre entendement, c'est l'ensemble des habitants d'un village ou d'un ensemble de villages, qui tirent leurs revenus de l'agriculture et de l'élevage. Aussi, les habitants des milieux ruraux sont souvent à la fois acteurs et bénéficiaires des projets de développement.

2.2. QUELQUES APPROCHES ET CONSIDERATIONS SUR LE GENRE

Le genre fait l'objet de nombreuses approches et considérations, différentes les unes des autres, selon les milieux et les auteurs. Aussi, allons nous évoquer ici les approches et considérations du genre selon Jeanne Bissiliat et Hélène Ryckmans.

2.2.1. Le genre vu selon différentes approches

Jeanne Bissiliat distingue cinq approches ou politiques utilisées en matière de genre dans l'objectif d'amener les femmes à devenir des partenaires égales aux hommes dans le développement :³⁹

- **l'approche bien être** : elle cherche à aider les groupes les plus vulnérables où sont placées les femmes. Cette approche a pour objectif principal d'assurer la survie physique de la famille en général et de la femme en particulier. Elle est fondée sur les présomptions selon lesquelles les femmes sont les bénéficiaires passives du développement. La maternité est le rôle le plus important pour les femmes et l'éducation des enfants est leur tâche la plus effective. Toutes les actions

³⁷ AUGÉ, C., Nouveau Larousse illustré. Dictionnaire universel Encyclopédique, Paris, sans date.

³⁸ DEBBASCH C., et alii, *Lexique de politique*, édition Dalloz, Paris, 2001, p. 84.

³⁹ Bissiliat J. et Verschuur C., *Op. Cit.*, pp. 26-27.

privilégiant cette approche rendent les femmes dépendantes et bénéficiaires passives des projets de développement ;

- **l'approche égalité**, définie en opposition de la première, met l'accent sur le rôle fondamental des femmes comme actrices à part entière dans le processus de développement. Elle vise à réduire l'inégalité entre les hommes et les femmes et surtout dans le domaine de la division du travail fondée sur le genre, et augmenter l'autonomie politique et économique des femmes. La difficulté de cette approche consiste à indiquer avec précision les indicateurs permettant de mesurer le degré d'augmentation ou de diminution de l'égalité pour évaluer le succès du programme ;
- **l'approche anti-pauvreté**, relie l'inégalité économique des hommes et des femmes non seulement à la subordination mais à la pauvreté. Il faut donc augmenter la production des femmes pauvres et accroître leurs possibilités d'emploi et les occasions de gagner un revenu. Les critiques de cette approche font état d'une menace de modifier l'habituelle division du travail basée sur l'ordre établi, le risque d'ignorer les rôles de reproduction des femmes, leurs contraintes culturelles et sociales ;
- **l'approche accès au pouvoir** (empowerment). Elle souligne le rôle que l'oppression coloniale et néocoloniale a joué dans la subordination des femmes et veut aider ces dernières à accroître leurs forces et à obtenir le pouvoir auquel elles ont théoriquement droit. Cette approche distingue les stratégies à court terme et) moyen terme reposant sur les réalités des relations déterminées par le genre. Les premières sont destinées à apporter une réponse aux crises actuelles dans la production alimentaire, dans les secteurs de l'emploi formel, alors que les secondes cherchent à identifier les structures d'inégalité entre les genres, les classes et les nations pour pouvoir les dépasser.

2.3. LE GENRE ET LES RESISTANCES Y RELATIVES

Les considérations et les résistances relatives au genre évoquées ici sont en rapport avec une réflexion menée par Hélène Ryckmans⁴⁰. Celle-ci considère le genre dans différents domaines dans lesquels elle explique en même temps de nombreuses résistances observées dans l'application de ce concept. Ses considérations sont résumées dans les paragraphes qui suivent.

Sur le plan idéologique, il y a des responsables politiques qui soutiennent que l'inégalité de genre devrait être considérée comme d'autres inégalités. Ils estiment injustifiée une focalisation spécifique sur le genre. En Europe, beaucoup de personnes ont tendance à considérer que l'égalité homme - femme est un problème dans le sud alors qu'elle serait acquise au Nord. Par cette européocentrisme, on en vient à considérer que la question de l'égalité est bonne pour l'exportation mais n'a pas de raison d'être au Nord.

Par ailleurs, il y a des gens qui considèrent que la question d'égalité hommes - femmes comme illégitime dans le champ de la coopération au développement. Les relations de genre étant une affaire culturelle, personne ne peut interférer avec leurs formes et représentations dans les pays du Sud.

Le genre est également pris pour une mode, un argument de marketing, un rituel imposé par le discours politique au niveau international, auquel il convient de se soumettre pour obtenir un financement.

Sur le plan culturel, beaucoup de décideurs ou de gestionnaires de projets ou programmes continuent à considérer le genre comme une idée floue ou fantaisiste. Cette résistance peut être due à la mauvaise compréhension du concept genre. Celui-ci est tout simplement utilisé à la place du terme « femmes », par effet de mode, sans cerner toute la portée heuristique et les conséquences pratiques.

Sur le plan sociologique ou psychologique : il y des résistances qui tiennent au machisme ou aux comportements acquis par l'éducation à travers les mécanismes récurrents de socialisation. Ces mécanismes laissent accroire (faire croire ce qui n'est pas), souvent avec des justifications religieuses,

⁴⁰ Ryckmans H., « Pourquoi tant des résistances ? » In *Economie et Humanisme*, Revue trimestrielle, numéro 378, Paris, octobre 2006,

que les rôles prescrits réfèrent à des comportements « naturels » ou « choisis ». Cette naturalisation réfute la portée collective des inégalités de genre et les dépolitise. Naît alors l'idée que ces problèmes des femmes, sont une affaire des femmes, qu'on ne peut leur concéder en les laissant les gérer entre elles, loin à la marge des enjeux centraux.

Sur le plan technique : des évaluations et des recherches ont montré qu'il y a des personnes qui ne savent pas toujours comment concrétiser leur engagement pour l'égalité de genre. Elles se demandent comment faire et, évoquent le manque d'indicateurs ou plus souvent le manque d'outils.

Sur le plan politique : ce sont en réalité toutes les résistances citées précédemment qui s'articulent et se concrétisent dans le champ du politique. Elles reflètent l'absence de volonté de changement social, la peur d'un engagement explicite et le refus de consacrer des moyens budgétaires pour l'égalité de genre.

Dans de nombreux domaines et pays, la législation n'opte pas toujours explicitement pour l'égalité de genre. Des lois ou pratiques discriminatoires continuent d'exister. Les moyens budgétaires font défaut alors qu'ils sont nécessaires pour engager du personnel qui reçoit clairement la responsabilité et le mandat de faire avancer l'égalité de genre.

Ce passage de revue des approches et autres considérations de genre telles que décrites par Jeanne Bissiliat et Hélène Ryckmans permet de mieux appréhender les arguments des défenseurs et des détracteurs de la dimension genre et son implication dans le développement.

2.3.1. Le genre dans quelques cultures tribales au Nord-Kivu

A titre d'illustration nous portons un regard sur le genre dans les communautés Nyanga, Hunde, Tembo, Nande, Hutu et Tutsi sur les treize communautés que compte la Province du Nord-Kivu, en nous inspirant de la recherche menée par Alphonse PALUKU KAVWIRA.

Selon AMULI NSESI J.B., cité par Alphonse PALUKU KAVWIRA⁴¹, dans **la culture Nyanga** en territoire de Walikale, la femme est « un complément de l'homme ». Elle est considérée comme une reproductrice, une nourricière de la famille. Elle exécute seule les travaux domestiques sans aucun concours de l'homme. Le rôle de la femme dans cette société est essentiellement de

⁴¹ PALUKU KAVWIRIRWA A. ; Op. Cit., pp. 18-23.

subordination totale à l'homme. Elle est la principale créatrice de revenu dans le ménage dont elle est malheureusement exclue de la gestion.

Selon la même source, la scolarisation dépend du sexe de l'enfant. Le résultat d'une enquête menée dans ce milieu, au cours de la période allant de 2000 à 20001, indique que 21% des filles contre 79% de garçons ont la chance d'être scolarisés.

Chez **les Hunde et les Tembo** en Territoire de Masisi, la polygamie est monnaie courante. Elle est surtout motivée par la possibilité d'exploitation de la femme, notamment en matière de production agricole. La pratique du lévirat et du sororat⁴² est aussi un des facteurs qui favorise la polygamie dans cette contrée. Cette pratique renie à la femme le droit de se prononcer sur le choix d'un nouveau conjoint après le décès de son mari ou de sa grande sœur mariée.

Par ailleurs, dans **la société traditionnelle Nande**, Elisée KAKULE MUHUTSA⁴³ note que dans leurs foyers, les conjoints se respectaient et s'honoraient mutuellement. Le mari considérait sa femme comme son unique trésor et son honneur. La femme de son côté, entourait son mari comme si elle le faisait à son fils aîné et se soumettait à lui comme à son père.

Dans toutes ces tribus cités et dans beaucoup d'autres, il s'observe que les rapports sociaux entre les hommes et les femmes sont de type « dominants-dominées ». Cet état de chose est engendré et entretenu par les pesanteurs culturelles (us et coutumes) et la faible participation de la femme aux activités de formation (alphabétisation, formation technique, formation en gestion).

Dans la culture ancienne des communautés **Hutu et Tutsi**⁴⁴ l'on remarque une certaine imposition au garçon dans le choix de sa fiancée et l'isolement de la fille par rapport à l'ensemble de la communauté. Il arrivait que pour sauvegarder les intérêts familiaux, les parents de deux futurs fiancés s'entendaient préalablement pour mettre les deux jeunes gens devant un fait accompli sans avoir sollicité leur accord.

⁴² Le lévirat est une pratique selon laquelle une veuve est récupérée par son beau-frère, même si ce dernier est marié à une autre Femme.

- Le sororat est un système en vertu duquel un homme remplace l'épouse décédée par sa sœur cadette.

⁴³ FERRET BALMER et alii ; cahiers d'outils. Pour mieux prendre en compte « genre » dans un programme, ADC2000, Niamey, 2000, p. 6.

⁴⁴ Mulago GWA Cikala V. ; *Mariage traditionnel africain et mariage chrétien*, Editions Saint Paul Afrique, Kinshasa, 1991, pp. 54-63.

Aussi, dès que la fille atteignait l'âge de 13 à 15 ans, elle devait s'écarter de la compagnie des hommes dans la communauté en général. Elle n'était alors accessible qu'aux autres jeunes filles, aux femmes, aux hommes de sa parenté et aux voisins du domicile paternel. Cet état de chose limitait considérablement l'épanouissement de la fille.

2.3.2. La nécessité de l'approche genre dans les projets de développement

Depuis la Conférence de Pékin en 1995, l'approche intégrée du développement consiste également à inoculer une dose d'égalité dans toutes les politiques publiques, programmes et projets de développement.⁴⁵

Malheureusement, l'on constate un hiatus entre les discours sur l'égalité entre les hommes et les femmes et les réalités de terrain. Cela s'explique par le constat de Beijing+5 en juin 2000, selon lequel les bilans restent largement en deçà des espérances.⁴⁶ La pauvreté des femmes est de plus en plus remarquable ; on parle de 70% de femmes pauvres parmi les pauvres.⁴⁷ Cette « féminisation » de la pauvreté liée aux inégalités entre les hommes et les femmes nécessite ainsi l'intégration du genre dans les projets de développement.

⁴⁵ Junter Annie & Kieffer Françoise, « Vouloir l'égalité dans l'action publique. L'exemple du PASER Breton » in *Economie et humanisme*, Revue trimestrielle, n° 378, Octobre 2006, pp 45-47.

⁴⁶ ONU, *Beijing + 5, Femmes 2000 : Egalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe Siècle*, session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU, New York du 5 au 9 juin 2000.

⁴⁷ Charlier Sophie, « Lutte contre la pauvreté. Indispensable approche de genre » in *Economie et Humanisme*, Revue trimestrielle, n° 378, octobre 2006, pp. 26-29.

CHAPITRE III

PRATIQUE DE L'ANIMATION DU « GENRE » PAR LES ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT A GOMA ET SES ENVIRONS

Actuellement, le genre étant considéré par la plupart des partenaires au développement comme un domaine transversal, il est sensé être pris en compte dans tout projet de développement. Aussi, sommes-nous intéressés à étudier la manière dont ce concept est animé par les Associations de développement, avant de découvrir son impact sur le plan socio-économique en milieu urbain et rural.

Sur ce, les aspects ci-après sont pris en compte dans ce chapitre : les fonctions attribuées au « genre », les thèmes d'animation, les techniques d'animation utilisées, le profil des animateurs et animatrices du « genre », les bénéficiaires des formations et des séances d'animation sur le genre, les réactions enregistrées ainsi qu'une conclusion partielle.

3.1. LES FONCTIONS ATTRIBUEES AU « GENRE »

La répartition des rôles entre les hommes et les femmes détermine les relations de genre. Ces relations peuvent être complémentaires, parfois conflictuelles, mais toujours inégales.⁴⁸ Dans Chaque société, les hommes et les femmes sont appelés à jouer plusieurs rôles. Ces rôles se répartissent comme suit : le rôle reproductif (procréation, soins de la progéniture, tâches domestiques), rôle productif (travail pour subvenir aux besoins du ménage), rôle de production sociale ou communautaire (maintien des liens sociaux), et le rôle politique (défense des intérêts stratégiques ou rapport des pouvoirs entre les sexes).

Vu sous l'angle des inégalités dans les relations hommes-femmes, le genre tel qu'il est animé par les Associations de développement vise la transformation sociale. Celle-ci devrait aboutir à de bonnes conditions de vie pour les hommes et les femmes bénéficiaires des projets de développement.

⁴⁸ CRONGD-NK ; Rapport d'enquête sur le genre et les coutumes, en vue de la définition d'une méthodologie d'animation du genre, Goma, avril juin 2007, p. 24.

Cependant, le CRONGD-NK constate que l'adéquation de la théorie sur le genre et sa pratique n'a pas encore fait l'objet d'un véritable débat dans notre milieu. Aussi, ajoute-t-il, la notion de genre a été adoptée, mais n'a pas fait l'objet d'une adaptation concertée. Au début, les organisations se sont impliquées dans la problématique juste pour attirer la sympathie des bailleurs de fonds qui en faisaient même une condition pour octroyer le financement.

3.2. LES THEMES D'ANIMATION RELATIF AU « GENRE »

Nos observations sur le terrain, nous ont permis de constater l'existence de deux catégories d'associations en matière d'animation du « genre » : celles qui ont un personnel et des activités planifiées en matière de genre et d'autres qui pratiquent l'animation du genre de manière occasionnelle. Dans l'une comme dans l'autre catégorie, les thèmes d'animation les plus exploités sont libellés comme suit :

- les droits de la femme ;
- genre et pauvreté ;
- genre et justice
- genre et VIH/SIDA ;
- la famille idéale ;
- le mariage ;
- la consultation familiale.

Il est bien entendu que cette liste n'est pas exhaustive.

Au sujet de l'exploitation des thèmes, le CRONGD-NK révèle qu'il y a très peu d'organisations qui ont défini un cahier des revendications en matière de genre, cahier qui devrait servir de base pour le choix des thèmes d'animation. Les thèmes tombent de manière hasardeuse et parfois sans succession logique. Parfois l'animateur ne fait que la restitution de ce qu'il a retenu d'une formation en Europe. Les revendications sont mal orientées et ne concordent pas avec les réalités locales⁴⁹.

⁴⁹ CRONGD/NK.; Rapport Op. Cit., p. 4.

A la lumière de ce qui précède, nous constatons que le choix des thèmes d'animation ne s'opère pas sur base d'une analyse fouillée des problèmes de « genre » dans notre milieu encore moins de l'analyse des parties concernées.

3.3. LES TECHNIQUES D'ANIMATION UTILISEES

La conférence-débat est la technique la plus utilisée. Au cours des ateliers de formation, les animateurs font des exposés qui sont suivi des échanges des connaissances et d'expériences des participants, autour d'un thème faisant l'objet du débat. Dans une moindre mesure, il y a quelques organisations qui recourent à l'affichage des images commentées, à l'enseignement aux couples et aux émissions radiodiffusées sur la RTNC.

3.4. PROFIL DES ANIMATEURS ET ANIMATRICES

Dans la majorité d'ONG, seules les femmes s'occupent de l'animation du genre. Rarement, il y a une ONGD qui fait recours à un couple qualifié pour l'animation du genre. Tout en étant d'avis que l'animateur ou l'animatrice du genre devrait être une personne modèle dans la société, nous constatons que ce sont surtout des femmes n'ayant pas réussi dans leur vie conjugale qui sont des animatrices du genre.

Ainsi, il s'observe dans la plupart d'ONGD, que le choix des animateurs et animatrices du genre se fait, plus sur base des compétences techniques que des compétences sociales.

3.5. LES BENEFICIAIRES DES FORMATIONS ET SEANCES

D'ANIMATION SUR LE GENRE

Tenant compte des objectifs poursuivis par chaque catégorie de parties prenantes en matière de genre, les formations et les séances d'animation s'adressent à des publics différents. Alors que les dirigeants des ONGD, les animateurs et animatrices du genre reçoivent des formations en vue du renforcement de leurs capacités pour l'animation du genre, les bénéficiaires du projets quant à eux, participent à des séances d'animation sur les différents thèmes choisis à leur intention. Dans cette dernière catégorie, il y a des couples (hommes et femmes mariés), hommes et femmes sans lien de

mariage, des femmes divorcées, harcelées, veuves, ainsi que des filles et des garçons (jeunes célibataires).

3.6. QUELQUES REACTIONS ENREGISTREES AUX SEANCES

D'ANIMATION SUR LE GENRE

Le message relatif au genre est diversement perçu et provoque également des réactions différentes par rapport au profil de l'animateur ou l'animatrice, aux convictions religieuses, au niveau d'études et d'autres paramètres.

S'agissant du profil de l'animateur ou de l'animatrice, sa personnalité influence de manière significative la réceptivité du message. Par exemple, le message relatif à la défense des droits de la femme, transmis par une animatrice divorcée ou célibataire est souvent perçu par les femmes mariées comme une incitation à la déstabilisation de l'union conjugale. Il en est de même pour certains hommes qui considèrent un tel message comme une intoxication qui vise à provoquer la désobéissance à leur égard de la part de leurs épouses.

Se basant sur les convictions religieuses, certaines personnes (hommes et femmes) considèrent que les relations hommes-femmes sont déjà définies dans la Bible. Il faut seulement s'y conformer.

Selon le niveau d'instruction, il s'observe que beaucoup de femmes instruites considèrent le genre comme une opportunité pour combattre les inégalités dans les relations sociales entre les hommes et les femmes. Pendant ce temps, pour beaucoup de femmes moins instruites, le genre semble être un courant dans lequel elles sont embarquées.

3.7. CONCLUSION PARTIELLE

La pratique du genre est effective dans la ville de Goma et ses environs. De la lecture que nous faisons de l'animation du genre dans notre milieu, nous pensons qu'au delà des fonctions attribuées à ce courant par ses défenseurs, il y a des craintes d'autres fonctions du genre qui pourraient être qualifiées de latentes par une fraction de la population. C'est pour cela que certaines personnes pensent que l'animation du genre tout en cherchant la participation équitable des hommes et des femmes au

développement risque d'entraîner à la longue des bouleversements des coutumes, pratiques et autres traditions.

Par rapport aux thèmes exploités, aux techniques d'animation utilisées, et au profil des animateurs et animatrices du genre il y a des insuffisances qui nécessitent des améliorations.

CHAPITRE IV

ENQUETE ET SES RESULTATS

4.1 OBJECTIFS DE L'ENQUETE

Notre enquête s'est fixée les objectifs suivants :

- récolter les informations sur la perception du concept genre et l'approche utilisée pour la vulgarisation de celui-ci auprès de nos enquêtés dans la Ville de Goma et la Collectivité chefferie de Bukumu ;
- identifier les différents acteurs qui pratiquent l'animation et la vulgarisation du genre auprès des personnes qui habitent la ville de Goma et ses environs notamment, la Collectivité Chefferie de Bukumu ;
- évaluer l'impact de l'animation et la vulgarisation du genre auprès des personnes qui habitent la ville de Goma et ses environs;
- identifier des actions pouvant aider à renforcer les stratégies d'animation et de la vulgarisation de la dimension genre pour une implication équilibrée de l'homme et de la femme en matière de développement.

4.2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Nous avons réalisé notre enquête en deux temps. D'abord au cours de la période allant du 12 au 17 décembre 2007, nous avons pris contact avec les responsables des ONGD, à la faveur d'un atelier de formation en planification des projets organisé par le CRONGD/NORD-KIVU à Goma. Cette opportunité nous a permis de nous entretenir avec les gestionnaires des projets et les animatrices de genre et développement.

Ensuite, nous avons soumis un questionnaire aux hommes et aux femmes ayant bénéficié de l'animation et de la vulgarisation en matière de genre et développement, dans la ville de Goma et dans les villages environnant situés dans la Collectivité chefferie de Bukumu. Cette fois-ci, la collecte des données a eu lieu du 25 janvier au 6 février 2008.

Pour couvrir les 400 personnes constituant notre échantillon d'enquête, nous avons bénéficié du concours de trois enquêteurs en dehors de nous même.

4.3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Nous présentons ici la description de la démarche suivie en vue de réaliser cette étude. Elle porte sur le type d'étude, l'utilisation des méthodes et techniques de recherche, la population et l'échantillon d'étude, et les critères de sélection des répondants.

4.3.1. Type d'étude

Cette étude est descriptive et documentaire. Elle est basée principalement sur les données qualitatives. Compte tenu de la nature du questionnaire, l'analyse des réponses obtenues nous a permis d'avoir certaines données quantitatives.

4.3.2. Utilisation des méthodes de recherche

Pour la récolte des données auprès de nos enquêtés, nous avons élaboré un questionnaire qui comprenait plus des questions fermées qu'ouvertes. Pour nos enquêtés qui ne savaient pas lire et écrire, nous avons traduit ce questionnaire en langue locale « Kiswahili » pour faciliter la compréhension des questions.

Pour compléter les données recueillies sur le terrain, nous avons recouru à la technique documentaire.

4.3.3. Population d'étude

Elle est constituée des hommes et des femmes ayant reçus des enseignements en matière de genre et développement, à partir de diverses sources dont les ONGD. Dans le présent travail, l'univers de l'enquête est constitué de la population touchée par le message du genre et développement dans la période allant de 1995 à 2007, qui habite la ville de Goma et la Collectivité chefferie de Bukumu.

4.3.4. Echantillon d'étude

S'agissant de ce travail, étant donné qu'aucune étude n'a été menée au sujet de la dimension genre et son impact dans notre milieu, et que le nombre précis de bénéficiaires des enseignements en matière de genre et développement n'est pas connu, les normes statistiques considèrent que la proportion des personnes informées à ce sujet est de 50 pourcent. Cela signifie que la probabilité

d'avoir reçu le message relatif au genre et développement, qui est le critère ou le caractère exigé pour cette étude est de 0,5.

Dans le cas d'espèce, il est conseillé d'utiliser la formule suivante pour la détermination de la taille de l'échantillon :

$$n \geq \frac{z^2(Pq)^2}{e^2} \quad (50)$$

n = taille de l'échantillon ;

z = seuil de probabilité dont la fiabilité est de 95 pourcent. Sa valeur est de $1,96 = 2$;

p = proportion de l'évènement étudié (femmes). Comme la proportion des femmes ayant bénéficié de l'animation vulgarisation sur le genre et développement à Goma et ses environs n'est pas connue, $p = 0,5$;

q = proportion de l'évènement contraire étudié (hommes). Aussi la proportion des hommes ayant bénéficié de l'animation sur le genre et développement à Goma et ses environs n'est pas connue. Dans ce cas, $q = 0,5$;

e = niveau d'erreur acceptable. Sa valeur est de 0,005.

4.3.4.1. Détermination de la taille de l'échantillon

Tenant compte de ce qui précède, nous avons fait recours à la formule statistique reprise ci-dessus pour déterminer la taille de la manière suivante :

$$n \geq \frac{z^2(Pq)^2}{e^2} = \frac{2^2 \left(\frac{1}{2}\right) \left(\frac{1}{2}\right)}{(0,05)^2} = \frac{1}{0,0025} = 400 \text{ personnes}$$

Considéré sur le plan des rapports sociaux entre hommes et femmes, notre échantillon de 400 personnes est reparti à part égale de 200 personnes à Goma (dont 100 hommes et 100 femmes) et 200 personnes dans la Collectivité chefferie de Bukumu (constituée de 100 hommes et 100 femmes).

4.3.4.2. Sélection des répondants

Dans la Ville de Goma comme dans la Collectivité chefferie de Bukumu, nous avons ciblé au hasard les hommes et les femmes dans différents quartiers et villages en prenant soin de nous entretenir avec ceux et celles qui ont bénéficié de l'animation et de la vulgarisation en matière de genre et développement.

⁵⁰ POLO FUETA, Pratiques et techniques de sondage, cours inédit, L1, Gestion des ressources humaines, Université Ouverte, Goma 2007-2008.

Pour déterminer le nombre de répondants, nous avons considéré un échantillon de 30% de quartiers et villages par entité administrative. Cela nous a amené à retenir 5 quartiers sur les 18 que compte la Ville de Goma et 17 villages sur les 55 que compte la Collectivité chefferie de Bukumu.

Aussi, nous avons divisé la taille de l'échantillon par le nombre total de quartiers et villages pour trouver le nombre de répondants par unité administrative considérée. D'où

$$\frac{400}{22} = 18,18 \text{ personnes} .$$

Tableau n° 5 : Répartition des répondants par quartier et village

	Quartiers et villages	Effectif	Pourcentage
	Quartier Himbi	18	4,5
	Quartier Mabanga Sud	20	5,0
	Quartier Lac Vert	18	4,5
	Quartier Les Volcans	18	4,5
	Quartier Bujovu	18	4,5
	Village Kasumba-Mudja	18	4,5
	Village Kiheeru	18	4,5
	Village Kanyandja	18	4,5
	Village Rukoko	18	4,5
	Village Rumbicha	18	4,5
	Village Rusayo	18	4,5
	Village Ngangi I	18	4,5
	Village Mujoga	20	5,0
	Village Kaguli	18	4,5
	Village Vubiro	18	4,5
	Village Mutaho	18	4,5
	Village Buyengwe	18	4,5
	Village Bushara	18	4,5
	Village Byungo	18	4,5
	Village Mugerwa	18	4,5
	Village Kiguri	18	4,5
	Village Janga	18	4,5
	TOTAL	400	100

Source : Nos enquêtes.

Ce tableau n° 5 montre le nombre de répondants contactés dans chaque quartier et village retenu comme faisant partie de l'échantillon.

4.4. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats obtenus sont présentés sous formes des tableaux en fréquence et en pourcentage selon les thèmes.

4.4.1. Présentation des résultats de l'enquête

Thème 0 : Identification des répondants.

Tableau n° 6 : Répartition des enquêtés selon la résidence

Lieu de résidence	Hommes	Femmes	Total	Pourcentage
Goma	100	100	200	50
Collectivité chefferie de Bukumu	100	100	200	50
Total	200	200	400	100

Source : Nos enquêtes

Le tableau n° 6 révèle que nos enquêtés habitent respectivement la Ville de Goma et les villages situés dans la Collectivité chefferie de Bukumu à une proportion égale de 50 pourcent par milieu de résidence.

Tableau n° 7 : Répartition des personnes enquêtées selon le sexe

Sexe	Fréquence	Pourcentage
Masculin	200	50
Féminin	200	50
Total	400	100

Source : Nos enquêtes

Il ressort de ce tableau n° 7 que nos enquêtés se répartissent de manière égale, 50% pour le sexe masculin et 50% pour le sexe féminin. Cette répartition a été voulu ainsi, pour nous permettre d'obtenir une vue d'ensemble des relations hommes - femmes de manière à ne pas biaiser les résultats qui seraient liés au déséquilibre des nombres d'enquêtés par sexe.

Tableau n° 8 : Répartition des personnes enquêtées selon l'âge

Age des personnes enquêtées	Fréquence	Pourcentage
25-34 ans	106	26,50
35-44 ans	94	23,50
45-54ans	97	24,25
55-64 ans	62	15,50
65 ans et plus	41	10,25
TOTAL	400	100,00

Source : Nos enquêtes

Il ressort de ce tableau numéro 8 que parmi nos enquêtés, la tranche d'âge la plus élevée (26,5%) et la moins élevée (10,25%) correspondent à la pyramide d'âge dans notre région, marquée par une base large et un sommet constitué des personnes âgées généralement moins nombreuses.

Tableau n° 9 : Répartition des enquêtés selon leur statut matrimonial

Statut matrimonial	Fréquence	Pourcentage
Célibataire	70	17,50
Marié(e)	296	74,00
Veuf (veuve)	30	7,50
Divorcé(e)	4	1,00
TOTAL	400	100,00

Sources : Nos enquêtes

Ce tableau n° 9 nous montre que du point de vue statut matrimonial, notre échantillon comprend plus de personnes mariées estimées à 74% par rapport aux divorcées (1%). Cela témoigne de la stabilité dans l'union conjugale de la majorité des personnes enquêtées.

Tableau n° 10 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'études

Niveau d'étude	Fréquence	Pourcentage
Analphabète	86	21,50
Niveau primaire	106	26,50
Niveau secondaire	139	34,75
Niveau supérieur et universitaire	69	17,25
TOTAL	100	100,00

Source : Nos enquêtes

Au regard de ce tableau n° 10, nous constatons que la majorité des personnes faisant partie de notre échantillon a fréquenté les études secondaires (34,75%) sans nécessairement les avoir achevées. Il en est de même pour celles qui se sont limitées à l'école primaire (26,5%) et d'autres qui ont fréquenté les institutions de l'enseignement supérieur et universitaire (17,25%). Le niveau d'instruction influe sur les connaissances sur le genre et les préjugés dans les relations hommes – femmes.

Thème 1 : Perception du concept genre et de l'approche utilisée pour la sensibilisation des enquêtés selon le milieu de résidence.

Section 1 : Perception du concept genre par les enquêtés dans la ville de Goma.

Tableau n° 11 : Compréhension du concept genre par les enquêtés dans la ville de Goma.

N°	Signification du concept genre selon les enquêtés	Fréquence	Pourcentage
1	Intégration de la femme dans toutes les activités (sociales, économiques et culturelles).	26	13,00
2	La lutte contre les inégalités entre l'homme et la femme.	106	53,00
3	Concept lié au sexe, aux genres féminin et masculin	16	8,00
4	Allusion faite à la valeur qu'on accorde à la femme par rapport à l'homme.	17	8,50
5	Relations entre l'homme et la femme	13	6,50
6	C'est la vie en couple (l'homme et la femme)	22	11,00
TOTAL		200	100,00

Source : Nos enquêtes.

Ce tableau n° 11 nous renseigne que selon 53% de nos enquêtés dans la Ville de Goma, le genre signifie la lutte contre les inégalités entre l'homme et la femme au détriment de cette dernière. Cette prise de position serait la conséquence du travail d'animation sur le genre réalisé par les ONGD surtout

à caractère féminin. D'autres enquêtés à l'ordre de 16% au sein de notre échantillon considèrent le genre comme l'intégration de la femme dans toutes les activités sociales, économiques et culturelles. Cette catégorie rejoint ceux des penseurs qui considèrent le genre selon l'approche anti-pauvreté qui préconise l'implication de la femme dans les activités productives.

Tableau n° 12 : Compréhension du concept genre par les enquêtés dans les villages de la Chefferie de Bukumu.

N°	Signification du concept genre selon les enquêtés	Fréquence	Pourcentage
1	Relations claires et transparentes entre l'homme et la femme	23	11,50
2	Gestion harmonieuse du foyer entre l'homme et la femme	102	51,00
3	Complémentarité entre l'homme et la femme dans l'exécution des tâches et des projets pour la famille.	20	10,00
4	Intégration de la femme dans le « Barza » pour prendre part aux discussions avec les hommes.	21	10,50
5	Egalité entre l'homme et la femme dans le travail, la scolarisation des filles et des garçons sans discrimination.	18	9,00
6	Valorisation de la femme par rapport à l'homme	16	8,00
TOTAL		200	100,00

Source : Nos enquêtes

Ce tableau n° 12 indique que 51% de nos enquêtés dans les villages de la Collectivité chefferie de Bukumu définissent le genre comme la gestion harmonieuse du foyer entre l'homme et la femme. Le sens du genre est réduit ici au niveau de la famille probablement à la suite de l'animation et autres formations des ONGD et des églises ayant focalisé leurs propos sur la vie en famille.

En outre, la considération du genre par 10,5% de nos enquêtés visant l'intégration de la femme dans le « Barza » pour prendre part aux discussions avec les hommes témoigne de leur prise de conscience de la marginalisation de la femme due à l'influence de certaines coutumes.

Section 2 : L'approche par laquelle, les enquêtés ont reçu les informations sur le genre.

Tableau n° 13 : Canaux par lesquels les enquêtés ont reçu l'information sur le genre dans la Ville de Goma.

N°	Canal de transmission de l'information sur le genre	Fréquence	Pourcentage
1	Emission radio- diffusée et télévisée	60	30,00
2	Séance d'animation, sensibilisation et autres de formation par les ONGD.	115	57,50
3	Enseignement à l'église	25	12,50
TOTAL		200	100,00

Source : Nos enquêtes

Selon les données contenues dans ce tableau n° 13, il s'observe qu'à Goma comme le confirment 57,5% de nos enquêtés, la transmission de l'information sur le genre se fait surtout par l'animation et les différentes formations organisées par les ONGD. Cela se justifie par le fait que le genre est une activité transversale menée par les ONGD dans l'exécution de leurs projets de développement. Ces mêmes organisations et d'autres structures comme les églises utilisent aussi la presse audio-visuelle comme moyen de diffusion des messages sur le genre, tel qu'indiqué par 30% de nos enquêtés.

Tableau n° 14 : Canaux par lesquels les enquêtés ont reçu les informations sur le genre dans la Collectivité chefferie de Bukumu.

N°	Canal de transmission de l'information sur le genre	Fréquence	Pourcentage
1	Sensibilisation de la part des ONGD et de la CEI	120	60,00
2	Enseignement à l'Eglise	30	15,00
3	Chansons	5	2,50
4	Emission radiodiffusée	30	15,00
5	Education des jeunes et des adultes (alphabétisation)	15	7,50
TOTAL		200	100,00

Source : Nos enquêtes

Il ressort de ce tableau que même dans les villages situés dans la Collectivité chefferie de Bukumu, les ONGD jouent un rôle important dans l'animation et la vulgarisation de genre en tant qu'activité transversale, comme le témoignent 60% d'enquêtés. Cependant, il y a lieu de noter également le rôle joué par la CEI dans ces milieux lors de la sensibilisation de la population en vue de sa participation aux élections qui ont eu lieu en 2006 en RDC en général et dans la Province du Nord-Kivu en particulier. A cette occasion, l'accent a été mis sur les droits et les devoirs de l'homme et de la femme.

Thème 2 : Impact différencié de l'animation et vulgarisation du genre pendant les 12 dernières années.

Section 1 : Impact de l'animation et vulgarisation du genre sur le rôle domestique ou reproductif des hommes et des femmes dans la ville de Goma et ses environs.

Tableau n° 15 : Accomplissement des tâches domestiques par les hommes à Goma (Préparation des aliments, nettoyage de la maison et soins des enfants).

Exécution des tâches ménagères	Fréquence	Pourcentage
Oui, quelques fois	86	43
En cas de maladie de l'épouse ou autre empêchement	28	14
Non	86	43
TOTAL	200	100

Source : Nos enquêtes

La grande révélation de ce tableau est l'accomplissement par les hommes à Goma à la hauteur de 43% d'enquêtés de quelques tâches domestiques de manière occasionnelle. Cette évolution du comportement des hommes serait liée non seulement aux enseignements reçus sur le genre mais aussi au sentiment d'entraide dicté par l'indisponibilité de la femme.

Tableau n° 16 : Niveau d'accomplissement des tâches domestiques par les hommes dans les ménages dans les villages en chefferie de Bukumu (préparation des aliments, nettoyage de la maison, soins des enfants).

Exécution des tâches ménagères	Fréquence	Pourcentage
Oui, quelques fois	24	12,00
En cas de maladie de l'épouse ou autre empêchement	63	31,50
Non	113	56,50
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

L'observation des données de ce tableau nous permet de constater que dans les villages environnant la Ville de Goma, 56,5% d'enquêtés pensent que l'exécution des tâches ménagères est une affaire qui concerne exclusivement la femme. Cette considération est liée à la division du travail selon le sexe en milieu rural. A cela s'ajoute le poids des pratiques, traditions et coutumes défavorables à la

femme. Ici, également l'indisponibilité de la femme pousse l'homme à accomplir quelques tâches domestiques.

Sous section 2 : Scolarisation de la progéniture.

Tableau n° 17: Opinion sur la scolarisation des filles et des garçons dans la Ville de Goma.

Scolarisation des enfants	Fréquence	Pourcentage
Scolarisation des filles et des garçons sans discrimination	185	92,50
Scolarisation des garçons au détriment des filles	15	7,50
Scolarisation des filles au détriment des garçons	0	-
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

Selon les données contenues dans ce tableau, à Goma 92,5% d'enquêtés trouvent qu'actuellement il n'y a plus de discrimination dans la scolarisation des garçons et des filles par leurs parents. Cette évolution positive de l'opinion de nos enquêtés vers l'égalité des chances dans la scolarisation des garçons et des filles s'explique non seulement comme effet de l'animation du genre mais aussi par la place qu'occupe actuellement la femme dans la société en milieu urbain en y exerçant différents métiers.

Tableau n° 18 : Opinion sur la scolarisation des filles et des garçons dans les villages en Chefferie de Bukumu.

Accès à la scolarisation	Fréquence	Pourcentage
Scolarisation des filles et des garçons sans discrimination	146	73
Scolarisation des garçons au détriment des filles	54	27
Scolarisation des filles au détriment des garçons	0	-
TOTAL	200	100

Source : Nos enquêtes.

Ce tableau indique un déséquilibre concernant l'opinion des enquêtés au sujet de l'accès des garçons et des filles à l'éducation scolaire. Quoique plus ou moins atténué grâce aux différentes actions relatives à l'animation du genre par différents intervenants, la scolarisation de la fille semble encore être négligée selon les déclarations de 27% d'enquêtés. Dans les villages consultés, nombreux

sont des gens qui pensent encore que la destinée de la fille est principalement orientée vers le mariage qu'elle soit instruite ou non.

Section 2 : Impact de l'animation et de la vulgarisation du genre sur le rôle de production sociale ou communautaire.

Tableau n° 19 : Présence de l'homme et de la femme dans les organes de direction des structures mixtes assurant la cohésion sociale dans la Ville de Goma (ONGD, Eglises, Mutuelles).

Appréciation de la présence de l'homme et de la femme dans les organes de direction	Fréquence	Pourcentage
Présence égalitaire	0	-
Les hommes sont plus nombreux que les femmes	200	100
Les femmes sont plus nombreuses que les hommes	0	-
TOTAL	200	100

Source : Nos enquêtes.

Ce tableau nous renseigne que les enquêtés ont reconnu à l'unanimité (100%) que les hommes sont dominant dans les organes des structures qui oeuvrent pour la cohésion sociale. Cet état de chose est favorisé par le niveau d'instruction généralement faible de la femme. A cela s'ajoute la sous-estimation de la femme elle-même et son complexe d'infériorité vis-à-vis de l'homme.

Tableau n° 20 : Présence de l'homme et de la femme dans les organes des structures mixtes assurant la cohésion sociale dans les villages en Chefferie de Bukumu.

Appréciation de la présence de l'homme et de la femme dans les organes de direction	Fréquence	Pourcentage
Présence égalitaire	0	-
Les hommes sont plus nombreux que les femmes	200	100
Les femmes sont plus nombreuses que les hommes	0	-
TOTAL	200	100

Source : Nos Enquêtes.

Les résultats présentés dans ce tableau montrent que tous les enquêtés ont reconnus que les hommes sont plus nombreux que les femmes dans les organes dirigeants des structures assurant la cohésion sociale dans les villages (par exemple dans les caisses villageoises et autres initiatives locales de développement).

Le rôle du chef reconnu à l'homme dans la société en général et la famille en particulier de par la coutume, l'analphabétisme de la majorité des femmes, la marginalisation de ces dernières sont quelques-uns des facteurs qui justifient cette situation.

Section 3 : Impact de l'animation et la vulgarisation du genre sur le rôle économique de la femme dans la ville de Goma et ses environs.

Tableau n° 21 : Considération du travail de la femme dans la Ville de Goma.

Type de considération	Fréquence	Pourcentage
Travail complémentaire pour subvenir aux besoins primaires de la famille (consommation)	86	43
Travail permettant la prise en charge de la famille	114	57
TOTAL	200	100

Source : Nos enquêtes

Ce tableau indique la considération importante que 57% de nos enquêtés dans la Ville de Goma surtout dans les quartiers périphériques, accordent au travail de la femme pour la prise en charge de la famille. Dans un contexte de chômage très prononcé et dans lequel la majorité des travailleurs sont mal payés, le travail de la femme dans les secteurs formel et informel notamment le petit commerce fait vivre de nombreuses familles à Goma.

En outre, l'opinion générale selon laquelle la prise en charge de la famille est l'affaire de l'homme a amené 43% de nos enquêtés à considérer le revenu généré par le travail de la femme, comme une source complémentaire pour la satisfaction des besoins de la famille.

Tableau n° 22 : Considération du travail de la femme dans les villages en Collectivité chefferie de Bakumu.

Type de considération	Fréquence	Pourcentage
Travail complémentaire pour subvenir aux besoins primaires de la famille (consommation)	52	26
Travail permettant la prise en charge de toute la famille	148	74
TOTAL	200	100

Source : Nos enquêtes

La considération de la division du travail selon le sexe marquée par la surcharge de la femme aurait amené 74% de nos enquêtés à accorder une grande importance au travail de la femme pour la survie de la famille.

Tableau n° 23 : Appartenance des facteurs de production pour la femme mariée dans la Ville de Goma.

Appartenance des facteurs de production	Fréquence	Pourcentage
Pas de propriété pour la femme	13	6,50
Tout appartient à l'homme	0	-
Propriété commune à l'homme et à la femme	86	43,00
Existence de biens appartenant à la femme	101	50,50
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

La reconnaissance du droit de propriété des biens de production par la femme mariée telle qu'exprimée par nos enquêtés est fonction du régime matrimonial choisi par chaque couple le jour du mariage.

Cependant, le reniement par 6,5% de nos enquêtés de la possession des biens de production par la femme mariée serait lié à la sous information et aux préjugés.

Tableau n° 24 : Appartenance des facteurs de production (champ, bétail) à la femme mariée dans les villages en Collectivité chefferie de Bukumu.

Appartenance des facteurs de production	Fréquence	Pourcentage
Pas de propriété pour la femme	145	72,50
Tout appartient à l'homme	0	-
Propriété commune à l'homme et à la femme	25	12,50
Existence de biens appartenant à la femme	30	15,00
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

Ce tableau reflète l'opinion largement répandue en milieu rural notamment dans la Collectivité chefferie de Bukumu, aux dires des enquêtés qui estiment à 72,5% que la femme n'a pas de propriété

en termes des facteurs de production. Cette conception serait liée à la faible connaissance des régimes matrimoniaux et aux pesanteurs socioculturelles notamment les coutumes privilégiant l'homme.

Tableau n° 25 : Gestion et contrôle des biens dans les ménages des enquêtés dans la Ville de Goma

Responsables de la gestion	Fréquence	Pourcentage
L'homme seul	67	33,50
La femme seule	10	5,00
L'homme et la femme ensemble (gestion communautaire)	123	61,50
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

Au vu de ce tableau, 61,5% de nos enquêtés dans la Ville de Goma affirment que la gestion et le contrôle des biens dans les ménages se font à la fois par l'homme et la femme. Cela se justifie surtout pour les décisions à prendre concernant par exemple les dépenses liées aux rôles productif et reproductif dans les ménages.

Entre temps, une certaine opinion représentée respectivement par 33,5% et 5% d'enquêtés croient que la gestion et le contrôle des biens dans les ménages sont l'affaire de l'homme seul ou exclusivement de la femme surtout celle vivant seule.

Tableau n° 26 : Gestion et contrôle des biens dans les ménages enquêtés dans les villages en Collectivité chefferie de Bukumu

Responsables de la gestion	Fréquence	Pourcentage
L'homme seul	78	39,00
La femme seule	5	2,50
L'homme et la femme ensemble (gestion communautaire)	117	58,50
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

Les données de ce tableau indiquent que 58,5% d'enquêtés dans les villages environnant la Ville de Goma optent pour la gestion et le contrôle communautaires des biens dans les ménages. Cette opinion

s'expliquerait notamment par la prise des décisions concernant la gestion de la récolte (des produits agricoles), celle du bétail et autres situations par exemple le mariage d'une fille ou d'un garçon dans la famille.

Aussi, le rôle du chef de famille joué par l'homme aurait amené 39% d'enquêtés à affirmer qu'il est le seul à gérer et à contrôler les biens au sein de la famille ou du ménage.

Tableau n° 27 : Métiers jadis réservés aux hommes et qui sont aussi exercés

actuellement par les femmes selon les enquêtés dans la Ville de Goma

Métiers	Fréquence	Pourcentage
Menuiserie	43	21,50
Maçonnerie	35	17,50
Mécanicien	40	20,00
Policier, gardien	22	11,00
Militaire	18	9,00
Vendeur de carburant	15	7,50
Chauffeur	17	8,50
Peintre	10	5,00
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

Il ressort de ce tableau que selon nos enquêtés dans la Ville de Goma, 9 métiers parmi ceux considérés jadis comme susceptibles d'être exercés exclusivement par les hommes sont aussi exercés par les femmes. Cette situation justifie la prise de conscience de certaines femmes ainsi que leurs capacités pour l'exercice des travaux manuels. Tout ceci, grâce aussi à l'animation sur le genre et à l'évolution du statut de la femme dans la société.

Tableau n° 28 : Métiers jadis réservés aux hommes et qui sont aussi exercés actuellement par les femmes selon les enquêtés dans les villages en Collectivité chefferie de Bukumu

Métiers	Fréquence	Pourcentage
Menuiserie	45	22,00
Maçonnerie	44	22,00
Mécanicien	32	16,00
Chauffeur	28	14,00
Peintre	9	4,50
Couture	29	14,50
Vulgarisateur agricole	13	6,50
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

Au regard des données se trouvant dans ce tableau, les personnes enquêtées dans les villages autour de la Ville de Goma, en Collectivité chefferie de Bukumu, reconnaissent aussi qu'actuellement les femmes exercent 7 métiers jadis considérés comme l'apanage des hommes.

Les raisons qui justifient cette évolution dans le travail de la femme sont les mêmes que celles évoquées dans le commentaire du tableau n° 27.

Section 4 : Impact de l'animation et de la vulgarisation du genre sur le rôle politique de la femme dans la Ville de Goma et ses environs

Tableau n° 29 : Estimation de la présence de la femme dans les institutions politiques à Goma

Estimation de la présence de la femme dans les institutions politiques	Fréquence	Pourcentage
Faible	195	97,50
Moyenne	3	1,50
Forte	2	1,00
TOTAL	200	100,00

Source : Nos enquêtes

La présence de la femme est jugée faible dans la sphère politique à Goma par 97,5% d'enquêtés. Pour preuve, par exemple à l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu qui a son siège à Goma, il n'y a qu'une seule femme parmi les 44 députés élus en 2006. La sous estimation de la femme par elle-même, son faible niveau d'instruction en général et la réticence des femmes à élire d'autres seraient à la base de cette situation. A cela il faut ajouter la discrimination dont la femme est l'objet parfois en matière d'emploi.

**Tableau n° 30 : Estimation de la présence de la femme dans la sphère du pouvoir en
Collectivité chefferie de Bukumu**

Estimation de la présence de la femme dans les institutions politiques	Fréquence	Pourcentage
Faible	192	96
Moyenne	8	4
Forte	0	-
TOTAL	200	100

Source : Nos enquêtes

Dans la Collectivité chefferie de Bukumu comme ailleurs dans la Ville de Goma, l'on remarque une faible présence de la femme dans la sphère du pouvoir. Par exemple, au bureau de la Collectivité chefferie de Bukumu, parmi les 9 agents qui y travaillent, il n'y a qu'une seule femme. Dans les 55 villages qui composent l'ensemble de cette collectivité chefferie, il n'y a aucune femme chef de village.

Les raisons évoquées dans le commentaire du tableau n° 29 demeurent également valables dans ce cas précis.

Tableau n° 31 : Propositions des actions à mener pour la promotion du genre

Actions proposées	Fréquence	Pourcentage
Dissiper la confusion autour du concept genre	40	10,00
Intégration de la femme dans toutes les structures de développement et dans les institutions politiques	50	12,50
Amélioration des prestations sociales des femmes	32	8,00
Réalisation d'un autodiagnostic dans la Ville de Goma et la Chefferie de Bukumu sur les aspects socioculturels (pratiques, traditions et coutumes) qui favorisent les disparités entre les hommes et les femmes	60	15,00
Organisation des séances d'animation – sensibilisation et des journées de réflexion autour des rôles joués par les hommes les femmes	56	14,00
Elaboration d'un programme de développement en tenant compte des réalités de chaque région géographique	58	14,50
Libération de la parole aux femmes	36	9,00
Diversification des techniques d'animation sur le genre (théâtres, sketches, chansons)	68	17,00
TOTAL	400	100,00

Source : Nos enquêtes

Du tableau n° 31, il ressort que les enquêtés ont proposé plusieurs actions pour la promotion du genre dans la Ville de Goma et ses environs. Parmi ces actions proposées, il y en a qui sont pertinentes. Raison pour laquelle certaines d'entre elles sont reprises dans le programme de développement qui fait l'objet du dernier chapitre de ce travail.

4.4.2. Analyse des résultats de l'enquête

A l'issue de notre enquête, les résultats obtenus après dépouillement seraient liés à plusieurs facteurs explicatifs au regard de quelques changements positifs enregistrés et des limites constatées en matière de genre et développement.

4.4.2.1 Facteurs explicatifs de quelques changements positifs constatés

Les changements positifs constatés seraient liés aux facteurs suivants :

1. Le niveau d'instruction

La perception du genre comme une des stratégies de lutte contre les inégalités entre l'homme et la femme par 53 pourcent d'enquêtés à Goma serait liée à un bon niveau d'instruction de ces derniers,

contrairement aux enquêtés des villages périphériques dans lesquels, il y a un grand nombre d'analphabètes.

2. L'influence du travail des structures nationales de développement et des organisations internationales

La scolarisation des filles et des garçons qualifiée actuellement de sans discrimination par 92% d'enquêtés à Goma et 73% d'enquêtés dans les villages périphériques en Collectivité chefferie de Bukumu serait un résultat du travail d'animation sur le genre abattu par les ONGD et d'autres structures sociales comme certaines églises.

Toujours en matière de scolarisation, il y a lieu de reconnaître les efforts de l'UNICEF, qui mène depuis quelques années dans la région, une campagne d'inscription à l'école, notamment en première année primaire, pour tous les enfants sans discrimination de sexe. L'appui matériel fourni par cette organisation aux enfants stimule aussi les parents pour la scolarisation de leur progéniture. Il en est de même pour l'appui matériel fourni aux écoles et aux enseignants permettant aux élèves d'apprendre dans des conditions acceptables.

Aussi, grâce à l'animation et autres formations sur le genre, certaines femmes analphabètes ou n'ayant pas terminé leurs études sont rentrées à l'école. D'autres ont choisi la professionnalisation dans les métiers jadis considérés comme réservés aux hommes.

En outre, l'influence de certaines confessions religieuses sur le plan de l'animation du genre est à la base de la participation relative de quelques hommes aux tâches domestiques.

3. La crise économique liée à la mauvaise gouvernance

La République Démocratique du Congo a connu, il y a de cela 15 ans, des guerres successives qui ont paralysé le secteur économique. Des milliers des personnes se sont retrouvées en chômage et les agents de l'Etat impayés pendant plusieurs années. Dans ce contexte, les femmes jouent un rôle capital dans l'économie des ménages marquée par la lutte pour la survie et contre la pauvreté. C'est ce qui explique la reconnaissance par 74% de nos enquêtés à Goma et 57% dans les villages périphériques, de l'importance du travail de la femme pour la prise en charge de toute la famille.

4.4.2.2. Facteurs explicatifs des limites constatées

Les inégalités persistantes constatées par notre enquête au sujet des relations homme – femme dans la Ville de Goma et ses environs peuvent s’expliquer par les facteurs suivants :

1° L’analphabétisme

Une personne moins instruite éprouve des difficultés pour comprendre certaines notions comme le genre. C’est ce qui explique la divergence dans la perception du concept genre par les habitants de Goma par rapport aux villageois dans la Chefferie de Bukumu où le taux d’analphabétisme est de 65%.

2° Les pesanteurs socioculturelles

Dans la Ville de Goma et ses environs, il y a de nombreuses pratiques, traditions et coutumes qui ne favorisent pas le développement équilibré de l’homme et de la femme. En particulier dans les villages, à cause des coutumes et des préjugés, les femmes sont victimes des inégalités criantes dans leurs relations avec les hommes.

3° La faible implication du pouvoir public

De nombreux textes juridiques existent en matière de protection des droits de l’homme et de la femme, mais ils ne sont pas toujours appliqués de manière prévue. Cela est perceptible tant en matière de travail que pour l’accès au pouvoir.

4.5. INTERPRETATION DES RESULTATS

Les résultats obtenus au cours de cette étude, sont interprétés dans les lignes qui suivent à la fois concernant les améliorations et les limites constatées.

1) Au sujet de la perception du genre

La diversité de définitions du concept genre données par les enquêtés prouvent la difficulté de compréhension de ce concept. Comme l’indique Elisabeth Hofmann, malgré des décennies de discours, conférence, publications et expériences concrètes, « genre » reste un mot valise rempli trop souvent, de manière arbitraire, imprécise et changeante. Le concept est loin d’être compris de manière unanime. L’opérationnalisation de l’approche dans les politiques, les activités, mais aussi dans le fonctionnement des institutions, restent un défi de taille. Les réalités que recouvre le terme « genre » sont encore mal connues et pas toujours interprétées avec un niveau d’analyse suffisant.⁵¹

⁵¹ Elisabeth Hofmann, « Les observations quelle utilité pour une meilleure intégration du genre ? » in *Genre en Action*, Bulletin n° 6, octobre 2007, p. 1.

2) Concernant la scolarisation et l'exercice par les femmes actuellement des métiers jadis réservés aux hommes

Le changement constaté allant dans le sens de la régression de la discrimination en matière de scolarisation des garçons et des filles est le résultat des efforts conjugués par les différentes structures de développement tant au niveau national qu'international. Il en est de même pour l'intégration des femmes dans l'exercice des métiers qui n'étaient exercés que par les hommes. Il y a lieu de noter ici les efforts de la communauté internationale par le canal de l'ONU et de son organisme spécialisé l'Unicef (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance). Les activités d'animation « genre », les résolutions de l'ONU et les campagnes menées par l'Unicef pour l'inscription de tous les enfants à l'école, commencent à porter leurs fruits.

3) Par rapport à la gestion et au contrôle des biens dans les ménages par les hommes et les femmes

Malgré la prédominance de la gestion et le contrôle communautaire des biens dans les ménages révélé par 61,5% d'enquêtés à Goma et 58,5% d'enquêtés dans les villages situés dans la périphérie de cette ville, les femmes ont encore un accès et un contrôle des ressources limités. Cela favorise moins leur participation à la prise de décision et à leur épanouissement.

D'une manière générale, les femmes sont plus vulnérables que les hommes parce qu'elles sont confrontées à des multiples pesanteurs socio-économiques : difficultés d'accès au capital, surcharge des travaux ménagers, responsabilités croissantes par rapport aux charges familiales, poids des cérémonies, etc.⁵²

4) Concernant l'analphabétisme

Notre échantillon fait état de 21% d'analphabètes parmi les enquêtés. Cela constitue un obstacle à la promotion de l'être humain. Ce pourcentage bien que inférieur à la moyenne de la Province du Nord-Kivu⁵³ qui est de 48% doit interpeller les décideurs et les autorités de l'éducation nationale.

5) Par rapport au rôle reproductif et productif des hommes et des femmes

⁵² FIDA, Rapport de l'atelier de formation sur l'analyse socio-économique selon le genre pour les projets du FIDA, Bamako, Mali, du 31 mai au 4 juin 2004, p. 22.

⁵³ RDC, Enquête nationale sur la situation des femmes et des enfants MICS2/2001. Rapport d'analyse, Kinshasa 2002, pp. 82-83.

Le poids des tâches domestiques que porte la femme et le reniement du droit de propriété des facteurs de production à cette dernière tels qu'exprimés par 6,5% d'enquêtés à Goma et 72,5% d'enquêtés dans les villages environnants constituent un obstacle au développement. Cette attitude découle des pratiques, traditions et coutumes rétrogrades comme le démontre les résultats de l'enquête menée par le CRONGD/Nord-Kivu.⁵⁴

6) Concernant la faible présence de la femme dans les organes dirigeants des structures sociales et les institutions politiques

Cette situation révélée par 97,5% d'enquêtés à Goma et 96% d'enquêtés dans les villages périphériques trouve ses racines dans la faiblesse des compétences techniques des femmes liée à leur niveau d'instruction. A ce niveau d'instruction généralement faible s'ajoute l'insuffisance dans l'application des textes légaux pour la protection des hommes et des femmes ainsi que les préjugés et la sous estimation des capacités de ces dernières.

⁵⁴ CRONGD/NK, Rapport d'enquête sur le genre et les coutumes, en vue de la définition d'une méthodologie d'animation du genre, Goma, avril – juin 2004, pp. 6-23.

CHAPITRE V

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ANIMATEURS DES ONGD DE LA VILLE DE GOMA ET SES ENVIRONS (TERRITOIRE DE NYIRAGONGO) EN GENRE ET DEVELOPPEMENT

5.1. NECESSITE DU PROGRAMME

Dans les pages précédentes, nous avons noté le caractère transversal que prend le genre actuellement au travers des projets de développement. Dans chaque projet de développement, la finalité étant l'amélioration des conditions de vie des hommes et des femmes qui y sont impliqués, il s'avère nécessaire de tenir compte de leurs besoins pratiques (rôles domestique, communautaire et économique) mais aussi de leurs intérêts stratégiques (le rôle politique ou le pouvoir).

Aussi, pour le moment, les différents acteurs de développement s'accordent sur le fait que l'implication à part entière de l'homme et de la femme en matière de développement favorise l'exécution des actions susceptibles de conduire à des résultats efficaces.

En outre, notre étude portant sur la dimension genre et son impact dans la ville de Goma et ses environs révèle quelques constats faisant état des faibles résultats de l'animation du genre et développement notamment en milieu rural. Ces résultats sont surtout liés aux facteurs ci-après :

- la divergence dans la compréhension du concept genre. Alors que dans la ville de Goma, le genre est surtout compris comme un moyen de lutte contre les inégalités entre l'homme et la femme au détriment de cette dernière (53%) en milieu rural l'on met l'accent sur la gestion harmonieuse du foyer entre l'homme et la femme (51%). L'on se rend compte que dans le milieu rural, il est surtout question des considérations d'ordre moral ;
- des tâches domestiques comme la cuisine, la propreté de la maison et les soins quotidiens aux enfants demeurent encore en grande partie l'apanage de la femme, surtout en milieu rural. Ici les pesanteurs culturelles notamment les pratiques, les traditions et les coutumes jouent un rôle important dans la division du travail. L'allègement du travail de la femme tant souhaité, demeure encore un vœu pieux ;

- le faible niveau d’instruction particulièrement des femmes en milieu rural ne favorise pas la perception du genre et la défense des intérêts et de droits des uns et des autres ;
- la faible reconnaissance pour les femmes du droit de propriété des facteurs de production surtout en milieu rural (opinion de 56,5% de nos enquêtés) ;
- la faible reconnaissance du droit de contrôle des biens par la femme dans la gestion du ménage notamment en milieu rural (tel qu’exprimé par 72,5% de nos enquêtés) ;
- la présence de la femme en nombre très réduit dans les institutions politiques et autres sphères du pouvoir tant dans la ville de Goma que au niveau des villages.

Au regard de nos observations, tous ces facteurs que nous venons d’énumérer sont les conséquences des problèmes ci-après :

- l’analphabétisme ;
- l’incohérence dans le programme d’animation et de formation en genre et développement dans les structures qui s’en occupent ;
- l’exploitation des thèmes d’animation moins conforme aux besoins de bénéficiaires en matière de genre et développement ;
- le choix des animateurs et animatrices du genre basé plus sur les compétences scientifiques que sociales ;
- l’implication insuffisante des autorités politiques et administratives en vue de faire respecter les différents textes des lois garantissant l’égalité des sexes.

Au vu des résultats de notre enquête et des analyses qui en découle, nous proposons un programme de renforcement des capacités d’intégration, d’animation et de vulgarisation de la dimension genre et développement dans la ville de Goma et ses environs. Ce programme comprend les objectifs suivants :

- assurer l’intégration effective de la dimension genre dans les projets pour un développement tenant compte des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des hommes et des femmes ;
- initier des actions en matière de genre, destinés aux décideurs, aux leaders d’opinion et à la base constituée des hommes et des femmes, bénéficiaires des projets de développement ;
- former les dirigeants des organisations ainsi que les animateurs et animatrices du genre.
- assurer le suivi et l’évaluation des projets en matière de genre et développement.

2. LES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME

bleau N° 32 : Les différents projets proposés pour ce programme

Domaine	Objectifs	Projets	Indicateurs	Milieu
Intégration du genre dans les projets de développement	Elaborer des projets de développement tenant compte des besoins sexo-spécifiques	<p>Formation des membres des organes et dirigeants des structures de développement sur l'intégration du genre à toutes les étapes de planification des projets</p> <p>Formation du personnel des structures de développement sur l'intégration du genre à toutes les étapes de planification des projets de développement</p> <p>Formation des partenaires à la base sur l'intégration du genre à toutes les étapes de planification du projet.</p>	<p>20 membres de comité de gestion ou de bureaux de conseil d'administration formés en raison de 2 personnes par structure (un homme et une femme)</p> <p>20 agents de développement formés en raison de 2 par structure (un homme et une femme)</p> <p>Un programme d'animation et de vulgarisation du genre élaboré.</p> <p>20 personnes membres des structures à la base sont formées au sujet de l'intégration du genre et développement à toutes les étapes de la planification du projet.</p>	<p>Ville de Goma. Les villages de la Collectivité chefferie de Bukumu, en Territoire de Nyiragongo.</p> <p>Quartiers et villages périphériques de la ville de Goma</p>
Application du genre par les décideurs dans la vie courante.	<p>Rendre effectif la mise en pratique des principes de genre ainsi que les lois garantissant les droits de chaque personne (homme et femme).</p> <p>Produire des changements</p>	<p>Lutte contre la discrimination liée au sexe par le lobbying et le plaidoyer auprès des décideurs, des leaders d'opinion et les partenaires à la base.</p> <p>Lutte contre les pratiques,</p>	<p>43 membres de l'Assemblée provinciale du NK sont sensibilisés.</p> <p>Le Maire de Goma et son adjoint sont sensibilisés</p> <p>Les 2 bourgmestres de deux communes de la Ville de Goma et leurs adjoints sont sensibilisés.</p> <p>Les 18 chefs de quartiers et leurs</p>	<p>Ville de Goma. Les villages situés dans les environs de la ville de Goma.</p>

	positifs sur les pratiques, traditions et coutumes défavorables aux hommes et aux femmes.	traditions et coutumes non favorables au développement	adjoints sont sensibilisés à Goma 55 chefs des villages dans la Chefferie de Bukumu sont sensibilisés. 36 personnes venant des 18 quartiers de la ville de Goma (en raison d'un homme et d'une femme par quartier) sont sensibilisées. 10 coutumes, traditions et coutumes défavorables aux hommes et aux femmes sont identifiés et transformés en opportunités.	Quartiers et villages périphériques de la ville de Goma.
Education	Améliorer les conditions de vie des apprenants par le truchement d'un métier appris Favoriser la connaissance des droits de chaque personne dans la société et surtout les droits de la femme. Amener les parents et les leaders de la communauté à éviter les discriminations liées au sexe auprès des filles, garçons, hommes et femmes.	Créer des centres et cercles d'alphabétisation. Projet d'éducation sur le genre dans les écoles. Projet d'éducation sur le genre dans les familles et la communauté.	10 % des personnes analphabètes par quartier et villages périphériques de Goma sont formés dans un métier. 10 % des personnes analphabètes par quartier et villages de la Collectivité chefferie de Bukumu, en Territoire de Nyiragongo connaissent et défendent leurs droits. 18 chefs des quartiers et leurs adjoints sont imprégnés des principes du genre en famille et dans la communauté. 55 chefs des villages sont imprégnés des principes du genre en famille et dans la communauté. 20 % des directeurs d'écoles et des	Les villages de la Collectivité chefferie de Bukumu, en Territoire de Nyiragongo. Quartiers et villages périphériques de la ville de Goma

			enseignants de la ville de Goma et de la chefferie de Bukumu sont imprégnés du principe du genre en famille et dans la communauté.	
Suivi et évaluation et recherche	<p>Mener des études en vue d'évaluer le niveau de la mise en application des principes du genre.</p> <p>Disposer d'un cadre de référence pour les données relatives au genre et développement.</p> <p>Assurer les formations en matière de genre et développement.</p>	Implantation d'un Centre d'Appui en genre et développement	<p>Un bureau de l'observatoire bien équipé.</p> <p>Un personnel en place (un directeur, 2 cadres et quatre enquêteurs)</p> <p>Rapports annuels de l'observatoire.</p>	

5.2.1. Les domaines d'intervention du programme

Ce programme que nous proposons est subdivisé en quatre domaines qui concourent tous à un objectif principal, celui de l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des projets, en tenant compte des besoins pratiques et des intérêts stratégiques sexo-spécifiques. Il s'agit des domaines suivants : l'intégration du genre dans les projets de développement, l'application des principes du genre dans la vie courante, l'éducation, ainsi que le suivi, l'évaluation des projets et la recherche.

5.2.1.1. L'intégration du genre dans les projets de développement

L'intégration du genre dans les projets de développement va consister en une série d'actions correspondant au cycle du projet.

Par rapport à **la phase de programmation** dans laquelle les plans et les priorités sectorielles sont définis au niveau national ou régional, il est seulement question d'identifier les projets qui correspondent à la vision et aux domaines d'intervention de chaque organisation de développement.

Durant **la phase d'identification** au cours de laquelle, s'opère une étude approfondie du milieu et des problèmes qui y sévissent, une attention particulière sera portée sur les questions de genre. A cette occasion, l'on mènera une étude sur les disparités dans les relations hommes- femmes, ainsi que les pratiques, traditions, et coutumes rétrogrades. L'analyse de ces problèmes permettra de cerner leurs causes et conséquences et de proposer des pistes de solutions à chaque problème. Cela pourra se faire par l'établissement de l'arbre à problèmes et de l'arbre à solutions avec les parties prenantes concernées.

Au cours de **la phase d'instruction**, les activités concernant le genre avec des indicateurs clairs ainsi que les budgets y relatifs seront mentionnés dans les plans opérationnels. Les bénéficiaires et les autres parties prenantes seront clairement définis. Il en est de même pour les lignes budgétaires en rapport avec chaque activité.

Pendant **la phase du financement**, une fois la décision d'octroyer le fond est prise, les modalités de mise en œuvre concernent également les actions relatives au genre.

Lors de **la phase de la mise en œuvre**, les activités relatives au genre sont exécutées avec la participation des parties prenantes.

Durant la **phase d'évaluation**, l'on dressera le bilan des réalisations en déterminant la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'impact des actions. Les recommandations permettront d'améliorer les activités futures.

5.2.1.2. L'application du genre par les décideurs et dans la vie courante

Nous considérons ici la société comme structurée à 3 niveaux ; le sommet constitué des décideurs, le milieu constitué des leaders d'opinion et la base constituée par la masse. A chaque niveau correspond des actions spécifiques : le lobbying envers les décideurs, le plaidoyer auprès des leaders d'opinion et l'animation à la base. Le schéma suivant illustre ces 3 niveaux.

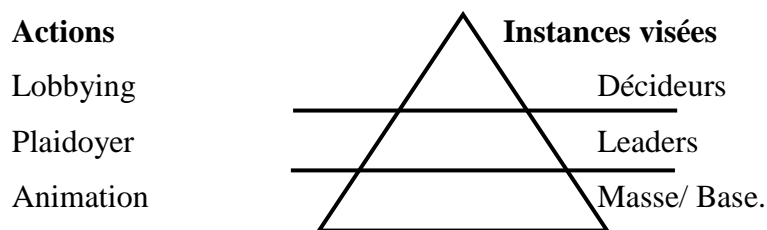


Figure 1 : Actions et personnalités visées.

Les activités de lobbying et de plaidoyer exigent plus de compétences techniques que sociales par rapport à l'animation sur le genre. La femme, quel que soit son statut (mariée ou non) peut jouer un rôle déterminant en apportant le message aux décideurs et aux leaders d'opinion. Par contre, pour l'animation on choisira les acteurs surtout sur base des compétences sociales.

A ces activités s'ajoute la lutte contre les pratiques, les traditions et les coutumes non favorables au développement surtout de la femme. Après avoir inventorié ces pratiques, traditions et coutumes dans la ville de Goma et ses environs (villages), des actions de transformation de celles-ci en opportunités seront conçues et mises en œuvre.

5.2.1.3. L'éducation formelle et non formelle

Les pratiques, traditions et coutumes avilissantes peuvent être à la fois causes et conséquences de l'analphabétisme, surtout chez la femme. Aussi, sont envisagées, les actions éducatives tant au niveau de la famille que sur le plan formel et non formel.

Au niveau de la famille, il conviendra d'inviter les parents à tout mettre en œuvre pour éviter la discrimination basée sur le sexe. Tout en tenant compte de la division du travail basée sur le sexe, l'on évitera par exemple de laisser l'ensemble des tâches domestiques aux filles. Les garçons aussi doivent être initiés à l'exécution de ces tâches.

A l'école, (éducation formelle) sans nécessairement instaurer un cours spécifique de genre, des principes y relatifs peuvent être exploités dans les cours d'éducation civique et de morale.

Quant aux jeunes et adultes analphabètes, l'alphabétisation fonctionnelle peut être une stratégie à utiliser à la fois pour la formation en vue de l'exercice d'un métier ou de remise à niveau et pour acquérir les principes de genre et la défense de leurs droits.

5.2.1.4. Le suivi, évaluation des projets et recherche.

Comme dans tout programme et projet de développement, des activités de suivi et d'évaluation doivent être de mise. Elles permettront d'apporter des corrections en cours d'exécution des projets et lorsqu'il faut préparer de nouveaux programmes.

Aussi, en plus de ce travail de routine dans chaque projet, nous proposons la mise en place d'un centre d'appui en matière de genre. Une fois installée, cette structure permettrait de :

- Aider à la prise en compte du genre dans les politiques, programmes, et projet de développement ;
- servir de centre d'information et de documentation en matière de genre. A cet effet, il pourra détenir des documents publiés ou non en matière de genre ;
- servir pour l'accompagnement et la capitalisation des informations liées au genre.

5.3. LES OPPORTUNITES D'EXECUTION DU PROGRAMME

Comme opportunités dans l'exécution de ce programme, la Ville de Goma et ses environs disposent de :

- associations de développement tant à caractère laïc que confessionnel ;

- cadres compétents pouvant servir en matière de genre et développement : juristes, sociologues et techniciens en développement ;
- associations féminines et mixtes ;
- réseaux genre sur le plan local et national ;
- médias : radio, télévision, presse écrite pour la transmission de l'information ;
- réseaux thématiques et géographiques des associations de développement ;
- cybercafés permettant le contact avec le monde entier, notamment les réseaux internationaux sur le genre.

Ce programme prône un changement des mentalités de nature à conduire vers le respect des droits et les devoirs des hommes et des femmes en tenant compte des exigences sexo-spécifiques sans anéantir nos valeurs culturelles.

5.4. LES DIFFERENTS ACTEURS DU PROGRAMME

La grandeur et l'importance de ce programme exigent l'implication et la participation des différents acteurs notamment à deux niveaux ; celui de l'aide et celui de l'appui.

5.4.1. Au niveau de l'aide

Les projets qui constituent l'ensemble de ce programme, une fois traduits en plans opérationnels nécessitent des fonds pour leur exécution. C'est pour cela qu'il s'avère indispensable d'obtenir la collaboration des bailleurs de fonds.

5.4.2. Au niveau de l'appui

Il y a nécessité de l'implication des personnalités ci- après :

1) Les autorités locales

La collaboration des décideurs pour la mise en œuvre des projets devra être sollicitée. La non implication de ces dernières peut être un frein à la bonne exécution des projets.

2) Les membres des organes des associations

Conseil d'administration, comité de surveillance, secrétariat exécutif. Tous devront s'imprégner de la philosophie du genre.

3) **Les agents de développement**

Les agents de développement parmi lesquels, les animateurs et animatrices travaillent à la base seront chargés de mener les actions auprès des populations. Ceux-ci suivront une formation dont les préalables suivants devront être observés :

- la détermination des besoins en formation prioritaires en matière de genre ;
- l'analyse des besoins en formation ;
- la décomposition des besoins en formation par :
 - la détermination de l'objectif principal et des objectifs pédagogiques ;
 - l'identification des partenaires auprès desquels la formation sera répercutée (restituée) ;
 - la définition des contenus (thèmes) et des méthodes pédagogiques ;
- la programmation et l'exécution de la formation en fonction des ressources (humaines, financières, matérielles, temporelles) ;
- l'évaluation de la formation.

Les activités d'éducation de la population en matière de genre consisteront à :

- identifier et analyser les problèmes des rapports sociaux entre les hommes et les femmes dans la communauté (les disparités, inégalités ainsi que les pratiques, traditions et coutumes non conformes à une vie digne) ;
- déterminer les problèmes prioritaires ;
- programmer les différentes activités à mener et les ressources nécessaires ;
- évaluer ces activités et donner le rapport à la hiérarchie.

4) **Le personnel des média**

Les professionnels de média seront sollicités pour la diffusion des messages genre auprès d'un grand public. C'est le cas par exemple des journalistes de la presse écrite et audio- visuelle. A cette occasion, des messages appropriés seront rédigés et diffusés.

5) **Les partenaires à la base**

La collaboration des personnes auxquelles le message de genre est destiné est capitale. Sans leur implication, l'action est vouée à l'échec. Un programme adapté au milieu sera conçu et mis en œuvre, sur base des problèmes de genre identifiés et analysés.

Tout système éducatif commence par des matières faciles et se termine par les matières complexes. Sur ce, les actions pour la transformation sociale partiront des pratiques, traditions, et coutumes susceptibles d'un changement rapide vers celles qui justifient d'une forte résistance.

5.5. HYPOTHESES, RISQUES ET FLEXIBILITE DU PROGRAMME.

5.5.1. Hypothèses :

Le programme de renforcement des capacités en matière d'intégration, d'animation et vulgarisation du genre, dans la ville de Goma et ses environs réussirait sous peine de l'accomplissement des préalables ou conditions suivantes :

- l'engagement politique des autorités ;
- la sécurité des personnes et de biens garantie ;
- la disponibilité des fonds pour le financement des projets ;
- la bonne gestion des projets, notamment des ressources humaines, financières, matérielles et du temps ;
- le renforcement des capacités des membres des organes dirigeants des associations de développement et des agents notamment les animateurs et animatrices genre.

5.5.2. Risque

Ce programme risque de faire face à une résistance de la part des conservateurs et autres gardiens des pratiques, traditions et coutumes ancrées dans notre société, notamment à l'égard de la femme.

5.5.3. Flexibilité

Pour conduire ce programme à bon port, les acteurs feront usage de beaucoup de souplesse face aux réactions violentes qui proviendraient de partenaires à la base. Pour cela, il est conseillé de commencer par des séances d'animation et de vulgarisation en rapport avec les pratiques, traditions et coutumes faciles à changer, du fait d'avoir perdu leurs forces dans les villes et les cités environnantes. C'est le cas par exemple des interdits alimentaires à la femme, des autorisations maritales pour certaines transactions ou encore pour la participation aux activités associatives, la considération de l'enfant de sexe masculin plus grande que celle de la fille, la scolarisation prioritaire du garçon et négligence de celle de la fille, etc.

Après avoir gagné la confiance des interlocuteurs, l'on pourra orienter la lutte contre les tendances difficiles à changer. C'est le cas de :

- celles qui touchent au plaisir sexuel de l'homme. Par exemples : la pratique du lévirat (le frère du défunt hérite la veuve laissée) et le sororat (le mari veuf hérite la sœur de sa femme décédée) ;
- celles qui touchent directement au mythe et à l'autorité de l'homme. Exemples : l'interdiction formelle à la femme de siéger dans la véranda, la femme ne peut être chef et elle n'est pas permise de participer à l'intronisation d'un chef coutumier ;
- celles qui touchent au pouvoir économique. Par exemples : seuls les garçons sont héritiers, seul l'homme gère les biens de la famille ;
- celles qui touchent à la divinité et à la religion. Par exemple : la femme source de péché, femme a été tirée de la cote de l'homme par conséquent elle doit une soumission totale et sans condition à son mari.

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

Notre travail porte sur la dimension genre et son impact dans le développement socio-économique de la communauté urbaine et rurale en Province du Nord-Kivu, notamment dans la ville de Goma et son hinterland de 1995 à 2007.

Nous nous sommes rendu compte à ce sujet, que la pratique de l'animation du genre est effective dans la ville de Goma et ses environs par les différentes associations de développement et autres structures. Chacune s'y prend à sa manière pour définir ses thèmes d'animation sur le genre, et développement, et opère le choix des méthodes et techniques d'animation et des bénéficiaires de ses actions.

De même, nous avons mené une enquête auprès des hommes et des femmes ayant bénéficié des séances d'animation, de vulgarisation et de formation en matière de genre et développement. Cela en vue d'évaluer l'impact de ces actions sur les rapports sociaux entre les hommes et les femmes dans l'optique de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les principaux résultats de nos enquêtes montrent que les actions menées par les associations de développement et autres structures en matière de genre ont un impact relativement positif comme le témoigne certains éléments. Cela est perceptible en ce qui concerne les faits suivants :

- la perception du concept genre en termes de lutte contre les inégalités entre les hommes et les femmes dans la ville de Goma comme le témoigne 53% de nos enquêtés dans cette ville.
- la participation relative des hommes dans l'accomplissement des tâches domestiques, évaluée à la hauteur de 43% de répondants à l'enquête dans la ville de Goma et 12% dans les villages de la collectivité chefferie de Bukumu.
- la scolarisation sans discrimination des filles et des garçons estimée par nos enquêtes respectivement à 92% dans la ville de Goma et 73% dans les villages situés dans la périphérie de la ville de Goma en chefferie de Bukumu.
- la reconnaissance de l'importance du travail de la femme pour la prise en charge de toute la famille estimée à l'ordre de 57% par nos enquêtés à Goma et 74% dans les villages en chefferie de Bukumu.

- la pratique par les femmes de quelques métiers jadis réservés aux hommes tels que la menuiserie, la maçonnerie, la mécanique automobile, le gardiennage, la police, le service militaire, chauffeur, peintre, coupe et couture et vulgarisateur agricole.

Cependant, en marge de ces quelques progrès enregistrés, les résultats de l'enquête ont montré les nombreuses limites en termes d'inégalités dans plusieurs domaines régissant les rapports sociaux entre les hommes et les femmes. Il s'agit de :

- l'analphabétisme chez les adultes (21,5%) de l'ensemble de notre échantillon, et en particulier chez les femmes en milieu rural ;
- la divergence dans la compréhension du concept genre par nos enquêtes en milieu urbain par rapport au milieu rural. Dans ce dernier milieu l'on attribue à ce concept la gestion harmonieuse du foyer par l'homme et la femme (51% d'enquêtés) ;
- la faible participation de l'homme à l'exécution des tâches domestiques surtout en milieu rural (56,5% de nos enquêtés dans ce milieu s'y opposent catégoriquement, ce qui ne permet pas l'allégement des tâches à la femme dans ce milieu.) ;
- une grande portion de la population en milieu rural estime que la femme mariée n'a pas le droit de propriété des facteurs de production (72,5% de notre échantillon) ;
- la faible présence de la femme dans les institutions politiques selon l'estimation de 97,5% d'enquêtés à Goma et 96% d'enquêtés dans les villages environnants.

Tenant compte de ce qui précède, nous réalisons qu'il y a une grande différence au sujet de la perception du genre. Alors que dans la ville de Goma l'accent est mis sur la lutte contre les inégalités, dans les villages environnants celle-ci dans la Collectivité chefferie de Bukumu, le genre est compris comme l'harmonie qui doit être vécue dans le foyer.

S'agissant de l'impact sur le plan social et économique, il apparaît que en marge de quelques avancées constatées dans la Ville de Goma, il demeure faible dans les villages environnants situés dans la Chefferie de Bukumu.

Sur base de ces réalités, nous avons proposé un programme de renforcement des capacités des différentes partenaires en matière de genre et développement.

Aussi, considérant que le genre est une activité transversale dans les projets de développement, nous recommandons aux acteurs de développement de s'inspirer de ce programme pour la planification de leurs actions.

Aux autorités politiques et administratives et autres responsables des organisations et des entreprises, nous demandons l'application de différents textes légaux garantissant les droits de l'homme et de la femme en matière de travail et autres avantages.

Enfin, nous ne prétendons pas avoir tout cerné dans ce travail sur la dimension genre et son impact dans le développement socio-économique de la communauté urbaine et rurale dans la Province du Nord-Kivu, mais nous ouvrons une brèche à tout chercheur qui veut nous emboîter le pas, approfondir ce thème ou mener des études similaires de s'y référer.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. AUGÉ C., *Nouveau Larousse illustré Dictionnaire Universel Encyclopédique*, édition Larousse, Paris, sans date.
2. Barabara Bentz et alii, *Appuyer les innovations paysannes. Dialogue avec les producteurs et expérimentation en milieu paysan*, édition du Gret et du Ministère des affaires étrangères, Paris, 2002.
3. Beaudoux E. & Guéneau M.C., *L'évaluation, un outil au service de l'action*, IRAM, Paris, décembre 1996.
4. Bissiliat J. et Verschuur C., *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique, Cahiers genre et développement n°1*, éditions L'Harmattan, Paris, 2000.
5. Commission Européenne, *Gestion du Cycle du projet. Guide récapitulatif des formations*, Bruxelles, Février, 2001.
6. Commission Européenne, *Manuel Gestion du Cycle du Projet*, Bruxelles, Mars, 2001.
7. CRONGD/NORD-KIVU, *Guide Méthodologique d'Animation du Genre. A la recherche d'une méthodologie spécifique sur le genre, les Us et Coutumes*, Goma, septembre 2007.
8. DEBBASCH C. et alii, *Lexique de Politique*, édition Dalloz, Paris, 2001.
9. Ferret Balmer et allie, *Cahier d'outils. Pour mieux prendre en compte le genre dans un Programme*, édition D 2000 cratie, Niamey, 2000.
10. Grawitz Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris 2001.
11. Mbaya Mudimba, *Le Développement Endogène au Zaïre. Conceptions de la majorité Silencieuse*, édition des Facultés Catholiques de Kinshasa, Kinshasa, 1997.
12. Mulago Gwa Cikala V., *Mariage traditionnel africain et mariage chrétien*, Editions Saaint Paul Afrique, Kinshasa, 1991.
13. Ngoma Binda P., *Rôle de la femme et de la famille dans le développement. Argument pour la justice et l'égalité entre les sexes*, Kinshasa, Ifep, 1999.
14. OCDE, *Lignes directives du CAD pour l'égalité homme-femme et le renforcement du pouvoir des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement*, édition OCDE publication, Paris, 1988.
15. Quivy R. et Campenhoudt L.V. ; *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris 1995.

16. RDC, *Application du droit des enfants et des femmes à la santé à l'éducation, à la protection et à la participation. Analyse de la Situation des Enfants et des femmes*, Unicef, Kinshasa, décembre 2003.
17. RDC. ; *Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes. Rapport d'enquête, MICS2*, Unicef, Kinshasa, Juillet, 2002.
18. Salamat M., *La statistique agricole dans les pays africains*, Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, août, 1968.
19. Tony Beck et Morton Stelener, *Pourquoi et comment utiliser les indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes. Manuel pour les projets*, Agence Canadienne de Développement international, Quebec, 1997.
20. University college L., *Promouvoir l'égalité entre Hommes et Femmes. Une clef pour réduire la pauvreté et instaurer un développement durable*, édition DDC, Berne 2003.
21. Verriere Vèrinique, *Guide méthodologique. Le suivi d'un projet de développement : Démarche, dispositif, indicateurs*, Europact, Versailles, septembre, 2002.
22. Vézina Marc et Alii., *La prise en compte du genre dans les projets d'adduction d'eau potable en milieux rural et semi urbain. Guide méthodologique*. Edition Agence Française de Développement et Programme Solidarité Eau, Paris, sans date.

II. ARTICLES SCIENTIFIQUES ET AUTRES

23. Angélique Muyambo Nkulu , « La bonne gouvernance participative : le rôle de la femme », In *Congo-Afrique*, XLV ème année, numéro 402-403, mars 2006.
24. Bia Buetusiwa H. ; « La prise en compte de la perspective genre dans la constitution du 18 février 2006 et dans la loi électorale » in *MONUC Magazine, Périodique de Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC*, Volume IV numéro 28, Février-Mars 2006.
25. Bisimwa Ntakobajira, « Les droits de l'homme , de la femme et de l'enfant » in *Actes du Séminaire de formation sur les droits de l'homme et l'application des lois*, Bukavu du 19 au 23 octobre 2004 .
26. Hangi M. ; « La journée internationale de la femme organisée par GEAD pour les femmes paysannes de Masisi in *Mahano, Bulletin publié par le Groupe d'Etudes et d'Actions pour un Développement bien défini*, numéro 35, juillet-août-septembre 2004.
27. Hofman E., « Les observatoires-quelle utilité pour une meilleure intégration du genre ? », In *Genre en Action*, Bulletin numéro 6, octobre 2007, Bordeaux.

28. Hofmann E., « Les relations femmes-hommes comme enjeu de développement », in *Economie et Humanisme*, Revue trimestrielle, numéro 378, Lyon, octobre 2006.
29. Itongwa D., « Controverse autour de l'égalité des sexes », in *Mahano, Bulletin publié par le Groupe d'Etudes et d'Actions pour un Développement bien défini*, numéro 36, Janvier- Février-Mars 2005.
30. Itongwa D. ; « Je, munajua kama wamama wame jinyakulia ushindi siku hizi ? », In *Mahano, Bulletin publié par le Groupe d'Etudes et d'Actions pour un Développement bien défini*,numéro 36,Janvier- Février- Mars 2005.
31. Itongwa D. ; « Les femmes du Maniema se lèvent avec force » ,in *Bulletin publié par le Groupe d'Etudes et d'Actions pour un Développement bien défini*, numéro 35,juillet-Aout-Septembre 2004.
32. Jane – Lise Schneeberger, « Des lunettes pour voir les inégalités », in *Un seul monde. Le magazine de la DDC sur le développement et la coopération*, numéro 2, juin 2003.
33. Jane – Lise Schneeberger , « Sans les femmes le Sud ne s'en sortira pas, » in *Un seul monde. Le magazine de la DDC sur le développement et la coopération*, numéro 2, juin 2003.
34. Jokol, « La RD Congo,la femme et le gender » in *L'Etandar, Hebdomadaire indépendant d'opinion et d'informations générales*,édition numéro 53 du 15 au 22 avril 2005.
35. Koffi Annan , « message du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la ournée internationale de la femme, le 8mars 2001 », in *Bulletin spécial publié à l'occasion de la journée internationale de la femme. Les Nations Unies et la promotion de la femme en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Mars 2001.
36. Le nouvel E., « Femmes, genre, rapport de sexe...derrière l'évolution des mots, un débat » in *Economie et Humanisme*, Revue trimestrielle, numéro 378, Lyon, octobre 2006.
37. Maria Roselli., « Jamais avec ma fille », in *Un seul monde. Le magazine de la DDC sur le développement et la coopération*, numéro 2, juin 2003.
38. Maya Krell., « DDC et pauvreté : analyse transversale. Lutte contre la pauvreté et empowerment », in *De la difficulté d'éliminer la pauvreté dans le monde*, DDC,Berne, 2001.
39. Ngahemba M., « La genèse de la discrimination de la femme » in *Tuinuke, Magazine de la femme*, numéro 00 ,Syebel,Butembo ,juin-décembre 2001.
40. Ngoma Binda, « Hommes et femmes en démocratie. Question d'égalité, de parité, d'équité ou de justice » in *Congo-Afrique*, XLVI ème année numéro 404, Avril 2006.
41. OCHA., « Les femmes et la guerre au Congo », in *Bulletin spécial publié à l'occasion de la journée internationale de la femme. Les Nations Unies et la promotion de la femme en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Mars 2001.

42. PNUD., « Favoriser la participation de la femme au développement de la RDC », in *Bulletin spécial publié à l'occasion de la journée internationale de la femme. Les Nations Unies et la promotion de la femme en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Mars 2001.
43. Shahra Razavi., « Gender et pauvreté », in *De la difficulté d'éliminer la pauvreté dans le monde*, DDC, Berne, 2001.

III. MEMOIRES ET TRAVAUX DE FIN DE CYCLE

44. Jeff Tambwe Luhembwe, Stratégies d'autofinancement des organisations de lutte contre la pauvreté en milieu rural. Cas des associations de la Chefferie de Bukumu, TFC inédit, ISC-Goma, 2006-2007.
45. Kakule Matabishi G., Analyse des stratégies d'interventions du Centre Médical Muungano la Ressurrection dans la lutte contre la malnutrition énergétique chez les enfants de 0 à 5 ans dans la ville de Goma, Mémoire de licence en gestion développement, inédit, ISIG, Goma, décembre 2007.
46. Kavira Kabuo, Le genre dans l'enseignement/ apprentissage des sciences au sein des centres d'éducation non formelle du PEDAK en R.D. Congo, Mémoire de Maîtrise en Pédagogie du Texte, Université de Ouagadougou/ Bourkinafaso, Août 2006.
47. Kavusa M., Le genre dans la Division du travail et son impact sur le développement socio-économique, l'Exemple du petit commerce en ville de Butembo, UCG/ Butembo, 2004.
48. Masika Kule M., Essai d'analyse de la participation de la femme au développement socio-économique de la ville de Goma, TFC, inédit, CIDEP/ Goma, 2001-2002.
49. Musafiri Raeli R, Problématique de l'implication de l'approche genre et développement dans la fonction publique : cas de la ville de Goma, TFC, inédit, I.S.I.G / Goma, 2002-2003.
50. Paluku Kavwirwa A., Evaluation du genre dans les relations sociales quotidiennes : cas de la ville de Goma, TFC, Inédit, I.S.I.G/ Goma, avril 2003.
51. Tshikoza wa Tshikoza C. ; La problématique de l'économie en formelle en regard de la réduction de la pauvreté, Mémoire de licence en développement communautaire, CIDEP-UO , 2005-2006.
52. Umbi Lunula, Evaluation de la participation communautaire dans les projets de développement des Associations de la ville de Goma, TFC, inédit, CIDEP. Goma, 1997-1998.

IV. COURS, RAPPORTS ET AUTRES DOCUMENTS

53. CRONGD/N-K, Rapport d'enquête sur le Genre et les Coutumes, en vue de la définition d'une méthodologie d'animation du genre, Goma, Avril-juin 2007.
54. FIDA, Rapport de l'atelier de formation sur l'analyse socio-économique selon le genre pour les projets FIDA, Bamako, Mali, du 31 mai au 4 juin 2004.
55. Kinyata Ruremesha S., Cours de Genre et développement, inédit, CIDEP-UO, L1 Développement Communautaire, Goma, 2005-2006.
56. Kinyata Ruremesha S., Cours d'initiation à la recherche scientifique, inédit, UNIGOM, G1, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Goma, décembre 2007.
57. Motema Kakumulogiku E., Cours d'Anthropologie et Développement Communautaire, L1, DECO, CIDEP-UO, Goma 2005-2006.
58. Nations Unies, Résolution 2325 Conseil de Sécurité, relative aux femmes, à la paix et à la Sécurité, New York, 31 octobre 2000.
59. Nations Unies., Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination faites à l'égard de la femme, New York, 18 décembre 1979.
60. Nzumba Nteba Luvefu, Anne-Marie Module de formation des points focaux genre et Partenaires, PAM, RDC, juillet 2004.
61. PDC-Bukumu, Rapport d'enquête sur la problématique de la scolarisation des enfants dans la Collectivité Chefferie de Bukumu, inédit, Goma , décembre, 2007.

TABLE DES MATIERES

EPIGRAPHE	III
DEDICACE	IV
REMERCIEMENTS	V
SIGLES ET ABREVIATIONS	VI
RESUME	VII
0. INTRODUCTION GENERALE	1
0.1. ETAT DE LA QUESTION	1
0.2. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE.....	3
0.3. HYPOTHESES DU TRAVAIL	6
0.4. OBJECTIFS DU TRAVAIL	7
0.4.1. Objectif général	7
0.4.2. Objectifs spécifiques.....	7
0.5. CHOIX ET INTERET DU SUJET.....	7
0.6. DELIMITATION SPATIO – TEMPORELLE DU SUJET	8
0.7. METHODES ET TECHNIQUES UTILISEES.....	8
0.7.1. Méthodes.....	8
0.7.1.1. Méthode fonctionnelle	8
0.7.1.2. Méthode comparative	9
0.7.2. Techniques	9
0.8. DIFFICULTES RENCONTREES	11
0.9. SUBDIVISION SOMMAIRE DU TRAVAIL.....	11
CHAPITRE I	12
CADRE D’ETUDE : PRESENTATION DE LA VILLE DE GOMA ET DE LA COLLECTIVITE CHEFFERIE DE BUKUMU	12
1.1. PRESENTATION DE LA VILLE DE GOMA.....	12
1.1.1. Situation géographique	12
1.1.2. Aspects physiques.....	12
1.1.2.1. Climat	12
1.1.2.2. Sol.....	13
1.1.3. Organisation politique et administrative.....	13
1.1.4. Aspect démographique	14
1.1.5. Aspect économique et social	15
1.2. PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE CHEFFERIE DE BUKUMU	17
1.2.1 Situation géographique	17
1.2.2. Aspects physiques.....	17
1.2.2.1. Climat, précipitation et végétation.....	17
1.2.2.2. Relief et Sol	18
1.2.3. Organisation politique et administrative.....	18
1.2.4. Aspect démographique	19
1.2.5. Aspects économique et social.....	20
CHAPITRE II	22
GENERALITES SUR LA DIMENSION GENRE	22
2.1. DEFINITIONS DE QUELQUES CONCEPTS	22
2.1.1. Genre.....	22
2.1.2. Disparités homme – femme	22
2.1.3. Egalité homme – femme.....	23

2.1.4. La parité	23
2.1.5. L'équité.....	23
2.1.6. Impact	23
2.1.7. Développement social.....	24
2.1.8. Développement économique	24
2.1.9. Communauté urbaine et rurale.....	25
2.2. QUELQUES APPROCHES ET CONSIDERATIONS SUR LE GENRE	25
2.2.1. Le genre vu selon différentes approches	25
2.3. LE GENRE ET LES RESISTANCES Y RELATIVES	27
2.3.1. Le genre dans quelques cultures tribales au Nord-Kivu.....	28
2.3.2. La nécessité de l'approche genre dans les projets de développement.....	30
CHAPITRE III.....	31
PRATIQUE DE L'ANIMATION DU « GENRE » PAR LES ASSOCIATIONS DE DEVELOPPEMENT A GOMA ET SES ENVIRONS	31
3.1. LES FONCTIONS ATTRIBUEES AU « GENRE ».....	31
3.2. LES THEMES D'ANIMATION RELATIF AU « GENRE ».....	32
3.3. LES TECHNIQUES D'ANIMATION UTILISEES	33
3.4. PROFIL DES ANIMATEURS ET ANIMATRICES	33
3.5. LES BENEFICIAIRES DES FORMATIONS ET SEANCES	33
D'ANIMATION SUR LE GENRE	33
3.6. QUELQUES REACTIONS ENREGISTREES AUX SEANCES	34
D'ANIMATION SUR LE GENRE	34
3.7. CONCLUSION PARTIELLE	34
CHAPITRE IV.....	36
ENQUETE ET SES RESULTATS	36
4.1 OBJECTIFS DE L'ENQUETE	36
4.2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE.....	36
4.3. APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	37
4.3.1. Type d'étude	37
4.3.2. Utilisation des méthodes de recherche	37
4.3.3. Population d'étude	37
4.3.4. Echantillon d'étude.....	37
4.3.4.1. Détermination de la taille de l'échantillon.....	38
4.3.4.2. Sélection des répondants.....	38
4.4. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	41
4.4.1. Présentation des résultats de l'enquête	41
4.4.2. Analyse des résultats de l'enquête	55
4.4.2.1 Facteurs explicatifs de quelques changements positifs constatés.....	55
4.4.2.2. Facteurs explicatifs des limites constatées	57
4.5. INTERPRETATION DES RESULTATS	57
CHAPITRE V	60
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ANIMATEURS DES ONGD DE LA VILLE DE GOMA ET SES ENVIRONS (TERRITOIRE DE NYIRAGONGO) EN GENRE ET DEVELOPPEMENT	60
5.1. NECESSITE DU PROGRAMME.....	60
5.2. LES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME	62
5.2.1. Les domaines d'intervention du programme	65
5.2.1.1. L'intégration du genre dans les projets de développement	65
5.2.1.2. L'application du genre par les décideurs et dans la vie courante	66
5.2.1.3. L'éducation formelle et non formelle.....	66

5.2.1.4. Le suivi, évaluation des projets et recherche.....	67
5.3. LES OPPORTUNITES D'EXECUTION DU PROGRAMME.....	67
5.4. LES DIFFERENTS ACTEURS DU PROGRAMME.....	68
5.4.1. Au niveau de l'aide.....	68
5.4.2. Au niveau de l'appui.....	68
5.5. HYPOTHESES, RISQUES ET FLEXIBILITE DU PROGRAMME.....	70
5.5.1. Hypothèses :.....	70
5.5.2. Risque	70
5.5. 3. Flexibilité.....	70
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS	72
BIBLIOGRAPHIE.....	75
TABLE DES MATIERES	80

ANNEXES

ANNEXES

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES ANIMATRICES DU GENRE AU SEIN DE FUDESE ET DU CRONGD/ NORD-KIVU¹

Madame,

Merci de nous accorder un entretien au sujet de la manière dont le genre est animé et vulgarisé dans votre organisation.

L'objectif est de nous permettre d'avoir une idée sur les fonctions attribuées au genre, les thèmes exploités pour l'animation du genre, les techniques d'animation utilisées, le profil des animateurs et animatrices du genre, les bénéficiaires des séances d'animation et des formations sur le genre et les réactions enregistrées.

1. Fonctions attribuées au genre

Quelles sont les fonctions ou rôles que vous attribuez à l'animation et à la vulgarisation du genre au travers les projets de développement ?

.....
.....

2. Thèmes d'animation relatif au genre

Quels sont les thèmes qui font l'objet d'animation et de la formation en matière de genre et développement ?

.....
.....

3. Techniques d'animation utilisées

Quelles sont les techniques d'animation et de vulgarisation que vous utilisez pour véhiculer le message relatif au genre et développement ?

.....
.....

¹(1)FUDESE : Femmes Unies pour le Développement Social et Economique.
CRONGD : Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement.

4. Profil des animateurs et animatrices du genre

Quel est le profil général des personnes qui s'occupent de l'animation et vulgarisation du genre et développement ?

.....
.....

5. Les bénéficiaires des séances d'animation et des formations sur le genre et

Développement

A qui, sont destinées les séances d'animation, vulgarisation et les formations sur le genre et développement ?

.....
.....

6. Réactions enregistrées à la suite des séances d'animation, de vulgarisation et des formations sur le genre et développement

Quelles sont les réactions enregistrées de la part des participants aux séances d'animation et des formations sur le genre ?

.....
.....

**QUESTIONNAIRE D'ENQUETE DESTINE AUX BENEFICIAIRES DES SEANCES
D'ANIMATION, VULGARISATION ET DES FORMATIONS SUR LE GENRE**

Madame/Monsieur,

Cette enquête est conçue dans un cadre purement académique et concerne la rédaction d'un travail scientifique. Son objectif est d'analyser l'impact de l'animation et de la vulgarisation du genre, au cours des 12 dernières années dans la ville de Goma et ses environs.

Nous vous garantissons l'anonymat et la confidentialité, tout en vous remerciant d'avance pour les réponses que vous voudrez bien nous réserver.

Consigne : - Marquer X devant la proposition que vous estimez être correcte.

- Compléter la réponse attendue à la place où il y a des pointillés.

Thème 0 : Identification du répondant

1. Sexe : M F

2. Age : 25-34 ans

35-44ans

45-54 ans

55-64 ans

65 ans et plus

3. Statut résidentiel :

Résident à Goma Quartier

Résident dans la collectivité Chefferie de Bukumu Village

4. Statut matrimonial :

Célibataire Veuf (veuve)

Marié(e) Divorcé(e)

5. Niveau d'étude :

Analphabète Secondaire

Primaire Supérieur/universitaire

Thème : Perception du concept genre et l'approche utilisée pour l'animation, la vulgarisation ou la formation des enquêtés en matière de genre.

Section 1 : Perception du concept genre

1. Selon vous que signifie le mot genre ?

.....
.....
.....

2. Par quel canal avez-vous reçu les informations sur le genre ?

- | | | | |
|--|--------------------------|-------------------------|--------------------------|
| A la radio | <input type="checkbox"/> | à la télévision | <input type="checkbox"/> |
| Séance d'animation, atelier de formation | <input type="checkbox"/> | à l'église | <input type="checkbox"/> |
| | | autre(à préciser)..... | |

Thème 2 : Impact différencié de l'animation et vulgarisation du genre au cours des 12 denieres années

.Section 1 : Impact de l'animation et de la vulgarisation du genre sur le rôle domestique ou reproductif des hommes et des femmes à Goma et ses environs.

1. Selon votre appréciation, est ce que les hommes réalisent actuellement les taches domestiques telles que la préparation des aliments, le nettoyage de la maison et les soins aux enfants ?

- Oui, quelques fois
- En cas de maladie de l'épouse ou autre empêchement
- Non

2. Tenant compte de votre observation, tous les enfants (garçons et filles) sont ils scolarisés actuellement au même pied d'égalité ?

- Garçons et filles sont scolarisés sans discrimination
- Les garçons sont favorisés en matière de scolarisation au détriment des filles
- Les filles sont favorisées en matière de scolarisation au détriment des garçons

Section 2 : Impact de l'animation et de la vulgarisation du genre sur le rôle de la production sociale ou communautaire des hommes et des femmes à Goma et

ses environs

1. En terme d'effectif, quelle est votre appréciation au sujet de la présence actuellement de l'homme et de la femme dans les organes des structures sociales telles que les associations de développement, les églises ?

- Présence égalitaire
- Les hommes sont plus nombreux que les femmes
- Les femmes sont plus nombreuses que hommes

Section 3 : Impact de l'animation et vulgarisation du genre sur le rôle économique de la femme dans la ville de Goma

1. Selon vous, quelle est la considération actuelle du travail de la femme au sein de la communauté ?

- Travail complémentaire pour subvenir aux besoins primaire de la famille
- Travail permettant la prise en charge de toute la famille

2. Au regard de votre appréciation, y a t- il des femmes mariées qui ont leurs biens propres pour la production tels que le champ, le bétail, l'argent... ?

- Oui, il y en a qui possèdent leurs propres biens
- Non, la femme mariée n'a pas des biens propres
- Tous les biens appartiennent à l'homme
- Tous les biens appartiennent à l'homme et à la femme

3. Aujourd'hui, quelle est votre appréciation au sujet de la responsabilité et du contrôle des biens par l'homme et la femme en famille ?

- Seul l'homme est responsable
- Seule la femme est responsable
- L'homme et la femme sont tous les deux responsables au même pied d'égalité

4. A votre avis, quels sont les métiers jadis réservés aux hommes qui sont actuellement exercés, aussi par les femmes ?

.....

.....

.....
.....

Section 4 : Impact de l'animation et vulgarisation du genre sur le rôle politique de la femme par rapport à l'homme à Goma et ses environs

1. Comment appréciez-vous actuellement la présence de la femme dans les institutions politiques dans la ville de Goma et dans les villages environnants ?

- Inexistence
- Faible
- Moyenne
- Forte

Thème 3 : Propositions des actions à mener pour la promotion du genre

1. Que proposeriez vous aux structures qui s'occupent de l'animation et de la vulgarisation du genre en vue de l'amélioration des rapports sociaux entre les hommes et les femmes pour un développement harmonieux tenant compte des besoins pratiques(vie quotidienne) et des intérêts stratégiques(accès au pouvoir) de chaque sexe?

.....
.....
.....
.....
.....
.....